

Histoire et Philatélie

L'Autriche



Pour les timbres-poste, la numérotation Yvert et Tellier a été choisie

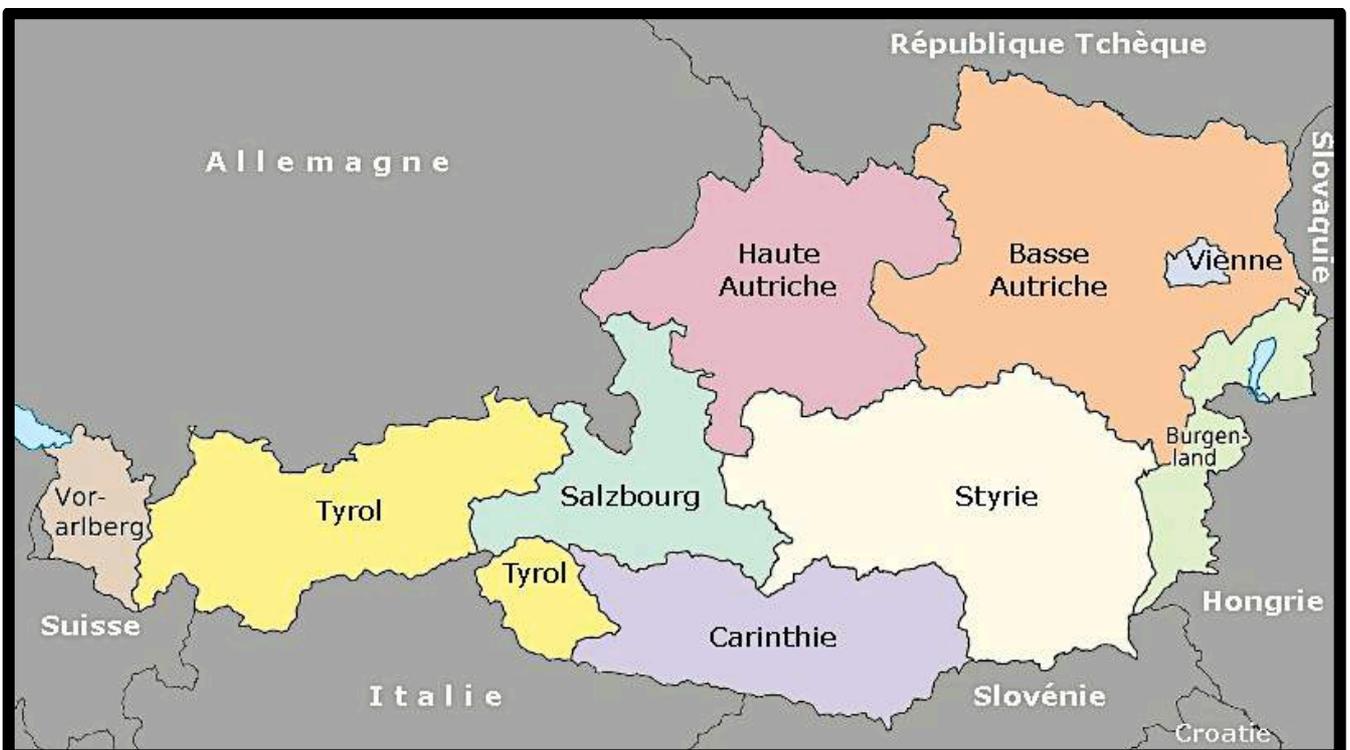
Introduction

L'Autriche est située en Europe centrale. Avec ses 8 millions et demi d'habitants et sa superficie de 83 879 km², c'est actuellement un pays d'étendue moyenne et d'importance limitée, après avoir été pendant des siècles une des grandes puissances européennes.

L'Autriche est entourée par l'Allemagne et la République tchèque au nord, la Slovaquie et la Hongrie à l'est, la Slovénie et l'Italie au sud, et par la Suisse et le Liechtenstein à l'ouest.

Actuellement, l'Autriche est une république fédérale constituée de neuf États ("Länder") :

- Vienne, avec la ville de Vienne comme capitale fédérale.
- La Basse-Autriche, avec Sankt Pölten comme capitale.
- La Haute-Autriche, avec Linz comme capitale.
- Le Burgenland, avec Eisenstadt comme capitale.
- La Carinthie, avec Klagenfurt comme capitale.
- Salzbourg, avec la ville de Salzbourg comme capitale.
- La Styrie, avec Graz comme capitale.
- Le Tyrol, avec Innsbruck comme capitale.
- Le Vorarlberg, avec Bregenz comme capitale.



Extrait de Wikipedia



1976, bloc 9

Millénaire de l'Autriche. Armoiries des neufs États.

Basse-Autriche

Haute-Autriche

Styrie

Carinthie

Tyrol

Vorarlberg

Salzbourg

Burgenland

Vienne



1990, n° 1834

L'Autriche, république fédérale composée de 9 "Länder"

I. De l'Antiquité aux Habsbourg (...-1278)

Avant la conquête romaine, la plus grande partie de l'Autriche actuelle faisait partie de la Norique, un royaume celtique limité à l'est par la Pannonie et au nord par le Danube. Ce royaume était cependant exposé à la pression de deux puissances en pleine expansion : au Nord, celle des peuplades germaniques, au Sud celle de l'Empire romain.

La prise en mains par les Romains commença un peu avant notre ère, mais c'est sous l'empereur Claude, vers l'an 40 de notre ère, que le royaume norique fut entièrement intégré dans l'Empire romain. La capitale en devint Virunum, près de l'actuelle ville de Klagenfurt.



*1984, n° 1609
Mosaïque romaine de Virunum*



*2015, n° 3014
Vestiges de Carnuntum*

Le Danube a été pendant longtemps une frontière sûre contre les voisins germaniques du Nord, et les deux villes de Vindobona et Carnuntum, sur le Danube, ont été pendant des siècles le quartier général de plusieurs empereurs, comme Trajan et Marc-Aurèle. Vindobona allait se développer plus tard pour devenir la ville de Vienne, tandis que Carnuntum, la capitale de la Pannonie supérieure, n'est actuellement qu'une ruine archéologique.

Mais, en même temps que l'Empire romain déclinait, les peuplades germaniques au nord du Danube devenaient plus menaçantes : il s'agissait surtout des Marcomans, des Quades et des Alamans, qui eux-mêmes subissaient la pression de tribus venant de l'Est : les Goths, les Burgondes et les Vandales.

Au début du 4^e siècle, Constantin fut le dernier empereur romain qui parvint à consolider la domination romaine au bord du Danube, et après sa conversion vers 312, le christianisme commença à exercer sa suprématie sur la population danubienne romanisée.

Mais la poussée germanique devenait irrésistible : il y eut d'abord la présence des Goths, ensuite celles des Hérules d'Odoacre, qui concrétisa en 476 la chute de l'Empire romain d'Occident, ensuite celle des Ostrogoths de Theodoric.

Après la chute de l'Empire ostrogoth sous les coups de l'empereur de Constantinople Justinien, vers la moitié du 6^e siècle, ce sont les Lombards qui firent leur apparition. Ceux-ci s'installèrent surtout en Italie, et furent progressivement remplacés par les Avars et les Bavares.

Les Avars formaient un peuple de cavaliers originaires d'Asie centrale. Au 7^e siècle, ils dominaient toute l'Europe centrale, tenant les peuplades slaves en soumission.

Les Bavaois étaient d'une origine inconnue. Ils étaient officiellement sous la dépendance du royaume austrasien (oriental) des Francs, mais le déclin des royaumes francs mérovingiens leur donna une large indépendance. La dynastie des Agilolfing régna pendant environ trois siècles sur le duché de Bavière.

Les Bavaois et les Avars étaient en lutte constante pour la suprématie en Europe centrale, jusqu'à l'arrivée des Carolingiens : Pépin le Bref, et surtout Charlemagne. Celui-ci soumit les Bavaois et élimina les Avars. Dès la fin du 8^e siècle, l'actuelle Autriche faisait partie de l'empire carolingien de Charlemagne.

Déjà sous les Bavaois, des missionnaires entamèrent une oeuvre de conversion et de civilisation. Le plus célèbre en est certainement St. Rupert, le fondateur de la ville de Salzbourg, dont il fut le premier évêque. Salzbourg devint déjà un archevêché en 798. Tassilon III, le dernier duc de Bavière pendant la deuxième moitié du 8^e siècle, soutint la christianisation en fondant plusieurs monastères de moines bénédictins, comme à Innichen et à Kremsmünster.



1948, n° 755



2007, n° 2514

St. Rupert



1974, n° 1288

Salzbourg, centre d'évangélisation au 8^e siècle



1998, n° 2079

1200^e anniversaire de l'archevêché de Salzbourg



1976, n° 1345

Le calice offert par Tassilon III à l'abbaye de Kremsmünster, vers 777



2011, n° 2773

Sous le règne de Charlemagne et de ses successeurs, le pays conquis fut organisé en margraviats, et l'Autriche actuelle faisait grosso modo partie de la Marche danubienne. Cette Marche servait en premier lieu à protéger l'Empire carolingien contre les Bulgares au sud-est et des Slaves au nord. Ceux-ci s'étaient groupés pour former la Grande Moravie.

L'administration de cette Marche danubienne fut confiée à la vieille noblesse bavaroise ou à des membres de familles comtales locales. Le danger n'allait cependant pas venir des Bulgares ni des Slaves, mais d'une autre peuplade venant de l'est : les Magyars.

Ces Magyars, qui étaient alors installés dans l'Etelköz, entre le Dniepr et le Dniestr, franchirent en 896 les Carpates pour s'installer dans les plaines inhabitées du moyen Danube. Ils anéantirent la Grande Moravie en 906 et écrasèrent les derniers Carolingiens en 907 à la bataille de Presbourg, où le margrave Luitpold et l'archevêque de Salzbourg perdirent la vie.

Malgré leur sédentarisation, les Magyars restaient un peuple de pillards, et la première moitié du 10^e siècle est une suite ininterrompue de raids dévastateurs en Moravie, dans les pays germaniques, en Italie, et même jusqu'en Bourgogne, en Aquitaine et en Espagne. Mais à partir de 950, le roi de Germanie Otton I^{er}, qui régna de 936 à 973, affirmait son autorité, et il infligea en 955 une défaite écrasante aux Hongrois à Lechfeld, près d'Augsbourg. Cette déroute marqua la fin de la suprématie hongroise.



*Allemagne, 2012, n° 2771
Otton I^{er} le Grand*



*Allemagne fédérale, 1955, n° 92
Millénaire de la bataille de Lechfeld*

En 962, Otton I^{er}, qui entrera dans l'histoire comme Otton le Grand, fut couronné empereur à Rome. Ainsi fut créé le rapport entre la royauté allemande et l'idée impériale romaine qui devait subsister pendant des siècles et marquer l'histoire autrichienne de son empreinte.

Lorsque le duc de Bavière Henri le Querelleur était entré en rébellion en 976 contre son cousin, le nouvel empereur Otton II, Burkhard, le margrave de la marche de l'Est, s'était joint à lui. Mais la rébellion fut écrasée, et Otton II nomma Léopold de Babenberg à la tête du margraviat de l'Est. La dynastie des Babenberg allait exercer le pouvoir en Autriche pendant 270 ans.

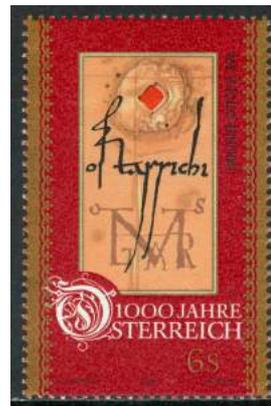
La période des Babenberg fut plutôt bénéfique. Il y eut la poursuite de la lutte, souvent victorieuse, contre la Moravie et contre les Hongrois. Ce dernier conflit s'apaisa lorsque le royaume hongrois fut gagné au christianisme sous le règne du roi saint Étienne (997-1038).

Cette dynastie eut la chance de pouvoir compter sur quelques souverains clairvoyants, comme Léopold 1^{er} (976-994), Henri 1^{er} (994-1018), Adalbert (1018-1055), Léopold II (1075-1095) et Léopold III (1095-1136). Dans le conflit opposant d'un côté les *Gibelins*, partisans de l'empereur, et de l'autre côté les *Guelfes*, adversaires de l'empereur et donc par définition partisans du point de vue du pape, ils eurent l'intelligence et l'opportunisme d'osciller tantôt du côté impérial, tantôt du côté pontifical.

Les uns considèrent l'avènement des Babenberg en 976 comme le début de l'histoire autrichienne, d'autres préfèrent l'année 996, parce c'est alors qu'apparaît pour la première fois le terme *Autriche* ("Ostarrichi") pour désigner le territoire gouverné par les Babenberg. Il s'agit d'un acte officiel de 996 de l'empereur Otton III.



1976, n° 1342
La dynastie des Babenberg



1996, n° 2024
Première mention du terme "Ostarrichi"
dans un acte de 996 de l'empereur Otton III

Le plus important représentant de la dynastie des Babenberg fut Léopold III. Il parvint à accroître son pouvoir et ses possessions et fut toujours soucieux de la prospérité de l'Autriche. Sa loyauté envers le pape et sa sollicitude envers l'Église locale amenèrent sa canonisation en 1485. Il est devenu le saint patron de la Basse-Autriche.



1967, n° 1086

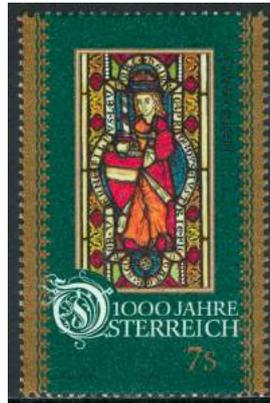


1985, n° 1637
Saint Léopold III, margrave d'Autriche



2009, n° 2669

Lorsque Conrad III de Hohenstaufen fut élu par les princes allemands en 1138, il s'attaqua à la famille guelfe qui possédait les duchés de Saxe et de Bavière, et il donna en 1441 la Bavière à la famille Babenberg. Mais l'empereur Frédéric I^{er} Barberousse, voulant mettre un terme à l'interminable conflit avec les Guelfes, parvint en 1156 à un compromis : la Bavière retournait à la famille guelfe, mais en compensation, le margraviat d'Autriche devint un duché. Henri II Jasomirgott, le fils de Léopold III, devint en 1156 le premier duc d'Autriche. Il transféra en 1156 sa résidence de Klosterneuburg à Vienne.



1996, n° 2026

Henri II Jasomirgott, premier duc d'Autriche

Mais Frédéric Barberousse dut reprendre les armes en 1178 contre les Guelfes, et en 1180, ceux-ci se virent retirer définitivement leur souveraineté sur les duchés de Saxe et de Bavière. L'empereur donna la Bavière à la famille Wittelsbach, après l'avoir amputée de la Styrie, dont il fit un duché indépendant qu'il donna à l'Autriche en remerciement de l'aide que lui avait apportée le duc d'Autriche. Mais le nouveau duc de Styrie, Ottokar IV, n'ayant pas de descendance, signa avec Léopold V d'Autriche en 1186 la *Promesse de Georgenberg*, qui faisait du duc d'Autriche le souverain de Styrie, après la mort d'Ottokar. Cette mort survint en 1192, et la Styrie devint alors une partie intégrante de l'Autriche.



1980, n° 1477

*800^e anniversaire de l'octroi
du statut de duché à la Styrie*



1986, n° 1684

*800^e anniversaire de la "Promesse de Georgenberg",
qui donnait la succession du duché de Styrie à l'Autriche*

L'apogée de la puissance des Babenberg se situa sous le règne de Léopold VI (1198-1230). Il soutint activement Frédéric II de Hohenstaufen, qui ne manqua pas de le récompenser.

Mais son fils et successeur, Frédéric II (1230-1246), n'avait pas l'envergure de son père. Son surnom se passe de commentaires : il fut appelé Frédéric le Batailleur. Il mena diverses luttes contre tous ses voisins : la Bavière, la Bohême et la Hongrie. A l'intérieur de son duché, il s'attira le mécontentement d'une partie de l'Église et de la noblesse. C'est ainsi qu'il dut réprimer une conjuration des "ministériaux" (noblesse locale), menée par les frères Kuenring. Mais surtout, il s'aliéna la sympathie et le soutien de l'empereur Frédéric II de Hohenstaufen.

Aux abois, il trouva la mort le 15 juin 1246 dans une bataille contre l'armée bohémienne. Avec lui s'éteignit la lignée de la maison de Babenberg.



*1949, n° 773
Sceau de Frédéric II le Batailleur
(1230)*



*1981, n° 1499
La maison des Kuenring*

Il faut mentionner encore que l'empereur Otton II décida en 976, simultanément avec la nomination des Babenberg à la tête du margraviat d'Autriche, de séparer la Carinthie de la Bavière et d'en faire un duché à part entière.



*1976, n° 1340
Millénaire de la Carinthie, qui devint en 976 un duché à part entière. Le trône ducal*

L'extinction de la branche des Babenberg attira la convoitise des pays voisins : la Bohême des Přemyslides, La Hongrie arpadienne et la Bavière des Wittelsbach. La mort de l'empereur Frédéric II de Hohenstaufen en 1250 ayant fortement diminué l'influence impériale, la noblesse autrichienne offrit la couronne ducale d'Autriche et de Styrie à Ottokar, l'héritier du trône de Bohême, pour échapper aux intrusions dévastatrices hongroises et bavaroises.

Ottokar, privilégiant la bourgeoisie et la petite chevalerie, entra cependant rapidement en conflit avec la haute noblesse et avec l'Église. Mais, s'appuyant sur son armée bohémienne, il parvint sans peine à se maintenir et même à étendre en 1269 son pouvoir sur le duché de Carinthie.

La roue tourna cependant avec le rétablissement du pouvoir impérial, dont l'écroulement avait permis l'ascension d'Ottokar. En 1273, les princes électeurs allemands avaient placé Rodolphe de Habsbourg sur le trône. Dès le début, celui-ci ne pouvait admettre la grande puissance d'Ottokar à l'intérieur de l'Empire.

Ottokar essaya de résister, mais, abandonné par l'Église et la noblesse, il dut se soumettre en 1276 : ne gardant que le trône de Bohême, il renonça, en faveur de Rodolphe, à l'Autriche, à la Styrie et à la Carinthie.

Il reprit la lutte en 1278, mais il subit une défaite définitive à la bataille du Marchfeld, entre les villages de Dürnkrut et Jedenspeigen, le 26 août 1278. Il perdit la vie dans cette bataille.

Cette bataille fut le début de la souveraineté de la dynastie des Habsbourg sur l'Autriche qui allait durer 640 ans.



1978, n° 1409

700^e anniversaire de la bataille de Dürnkrut, le 26 août 1278

II. Les premiers Habsbourg (1278-1619)

L'Autriche était donc définitivement tombée entre les mains des Habsbourg par la victoire de Rodolphe contre son rival Ottokar, à Dürnkrut en 1278.

Mais Rodolphe, trop occupé par les affaires allemandes, céda en 1282 l'Autriche et la Styrie à ses deux fils Albert et Rodolphe, et donna la Carinthie à Meinhard II de Görz-Tyrol en remerciement pour son aide face à Ottokar.

Cette dualité s'avérant impossible, dès 1283 l'ensemble fut donné au seul Albert I^{er}, Rodolphe étant placé "en réserve".

Mais la mort de Rodolphe I^{er} de Habsbourg en 1291 engendra une longue lutte de succession au trône impérial. Finalement Albert I^{er} parvint à se faire élire, mais il fut assassiné en 1308 par son neveu.

Ses successeurs furent ses fils Frédéric et Léopold, qui gouvernèrent en commun. Frédéric avait le titre de roi de Germanie, mais il était en concurrence avec la maison bavaroise des Wittelsbach. Finalement, les princes électeurs, ne pouvant se mettre d'accord, procédèrent à une élection double : Louis de Wittelsbach et Frédéric de Habsbourg furent élus ensemble !

Frédéric, qui était devenu ainsi le roi de Germanie, et qui entra dans l'histoire sous le nom de Frédéric III le Bel, mourut en 1330. Ses fils et successeurs Albert II et Otton abandonnèrent provisoirement leurs ambitions au trône du Saint-Empire, mais ils parvinrent, par un accord signé en 1330, à acquérir la Carinthie en 1335, à la mort du duc Henri de Görz-Tyrol.

Albert II régna seul, après la mort de son frère en 1339, jusqu'à sa mort en 1358. Ce fut une période de paix et de stabilité, troublée seulement par la peste noire, qui décima la population en 1348-1349.

Son fils aîné Rodolphe IV lui succéda, à peine âgé de 18 ans. Il déploya une intense activité diplomatique, économique, sociale et culturelle.



1946, n° 653



1996, n° 2028

Rodolphe IV le Fondateur

Il prenait pour exemple son prestigieux rival Charles IV, roi de Bohême et depuis 1355 empereur du Saint-Empire. Celui-ci avait agrandi et embelli Prague, y érigeant le fameux pont sur la Vltava et la cathédrale Saint-Guy (Vitus), et dotant la ville d'une université.

Rodolphe IV voulut l'égaliser avec la construction en style gothique de la cathédrale Saint-Etienne et la création en 1365 d'une université à Vienne.



1946, n°s 661 & 662

La cathédrale St. Étienne de Vienne



1965, n° 1017

600^e anniversaire de l'université de Vienne

Rodolphe IV parvint également à agrandir son territoire en se rendant maître du Tyrol en 1363. Mais il mourut en 1365, à peine âgé de 25 ans. Ses réalisations l'ont cependant fait entrer dans l'histoire sous le nom de Rodolphe le Fondateur.



1963, n° 971

600^e anniversaire de l'intégration du Tyrol

Après la mort de Rodolphe IV, ses deux jeunes frères Albert III et Léopold III gouvernèrent d'abord en commun. Aussi longtemps que l'entente régnait entre les deux frères, la stabilité persista et l'Autriche augmenta encore son territoire avec l'Istrie et Trieste, le Brisgau avec Fribourg en 1368, et le Vorarlberg en 1375. Mais les tensions croissantes mirent fin au condominium en 1379 :

- Albert III obtint la région danubienne avec Vienne. Cela devint plus tard la Basse-Autriche.

- Léopold III obtint la Styrie, la Carinthie, la Carniole, le Tyrol et l'Autriche antérieure (territoires situés en Bade, Souabe, Alsace et Vorarlberg).

La branche Albertine s'éteignit en 1457, tandis que la branche Léopoldine continua à s'épanouir, au point qu'une deuxième répartition eut lieu en 1396 : un rameau styrien et un rameau tyrolien.

Finalement, l'imbroglia devenait complet, engendrant un net affaiblissement et un manque total d'efficacité. C'était au point qu'en 1411, à la mort de Léopold IV, il fut décidé d'un partage définitif et clair des territoires des Habsbourg entre frères et cousins,

- Un descendant de la lignée Albertine, Albert V, gardait la Basse-Autriche (provinces danubiennes).
- Les territoires de la lignée Léopoldine furent répartis comme suit entre les deux frères du défunt Léopold IV :
 - Ernest de Fer reçut la Styrie, la Carinthie et la Carniole et les territoires près de l'Adriatique, formant ensemble l'Autriche intérieure.
 - le cadet, Frédéric, reçut le Tyrol et l'Autriche antérieure. Cet ensemble reçut le nom de Haute-Autriche.

La lignée Albertine allait cependant connaître un progrès spectaculaire grâce au mariage en 1421 d'Albert V avec Élisabeth de Luxembourg, la fille de l'empereur Sigismond I^{er}. Cela lui permit, à la mort sans héritiers de Sigismond I^{er} en 1437, de devenir également roi de Hongrie et roi de Bohême. Ces titres le firent élire roi de Germanie l'année suivante, en 1438.

Mais il mourut déjà en 1439, laissant un fils, Ladislas, qui décéda lui-même déjà en 1457. Sa mort donna le royaume de Hongrie à la famille Hunyadi, avec Matthias I^{er} Corvin, et le royaume de Bohême au hussite Georges de Poděbrady.



*Tchécoslovaquie, 1964, n° 1330
Georges de Poděbrady, roi de Bohême*



*Slovaquie, 2008, n° 511
Matthias I^{er} Corvin, roi de Hongrie*

Le personnage restant le plus important des Habsbourg était alors le maître de l'Autriche intérieure, Frédéric, le fils d'Ernest de Fer. Frédéric parvint à se faire élire roi de Germanie en 1440, et il alla se faire couronner empereur à Rome en 1452, sous le nom de Frédéric III (en Autriche, il restait Frédéric V).

Toute sa vie sera une longue lutte sans succès pour récupérer les trônes de Hongrie et de Bohême. Mais, s'il ne parvint pas à atteindre ce premier objectif, il réussit pleinement à atteindre le second : la réunification de toutes les possessions des Habsbourg sous sa souveraineté.



*1949, n° 774
Armoiries de l'Autriche en 1450*

À l'extinction de la lignée Albertine, il devient le souverain de toute la région danubienne (Basse-Autriche), et en 1490, du Tyrol et de l'Autriche antérieure, dont il donna la régence à son fils Maximilien.

L'empereur Frédéric était intelligent, rusé et opportuniste. Pendant son long règne – il mourut en 1493 à l'âge de 78 ans – il devint le chef de file incontestable de la maison de Habsbourg. Duc d'Autriche intérieure en 1424, roi de Germanie en 1440, empereur du Saint-Empire en 1452, archiduc d'Autriche à partir de 1457 (c'est son père Ernest de Fer qui employa pour la première fois le titre d'archiduc, le plaçant ainsi immédiatement après les princes électeurs), il était convaincu de la supériorité de sa dynastie, manifestant son ambition dans sa devise latine A.E.I.O.U. (*Austriae est imperare orbi universo* : il appartient à l'Autriche de régner sur le monde entier).



1946, n° 654
Tombeau de Frédéric III

Le successeur de Frédéric fut son fils, Maximilien d'Autriche. Né en 1459, il se maria en 1477 avec Marie de Bourgogne. Ce mariage avec l'héritière de Bourgogne allait s'avérer être un point capital de l'histoire de l'Europe. La maison de Bourgogne était au 15^e siècle la plus riche et la plus prospère de l'Occident. Cependant, le territoire bourguignon était loin d'être homogène : il y avait la Bourgogne proprement dite, mais aussi les Pays-Bas, qui allaient de l'Artois et des Flandres jusqu'à la Frise. Ces deux parties étaient séparées par le duché de Lorraine, et Charles le Téméraire tenait à tout prix à réunir et unifier ses possessions. Mais il essuya deux défaites en 1476 face aux Suisses, à Grandson et à Morat, et il perdit la vie le 5 janvier 1577 à Nancy, face aux Lorrains.



Belgique, 1941, n° 580
Charles le Téméraire



France, 1977, n° 1943
Bataille de Nancy en 1477,
où Charles le Téméraire perdit la vie



Luxembourg, 1996, n° 1340
Marie de Bourgogne

Maximilien, jouant le rôle de défenseur de l'orpheline, épousa en hâte Marie de Bourgogne, la fille et l'héritière de Charles le Téméraire, et il parvint, malgré les réticences flamandes et la vigoureuse opposition du roi de France Louis XI, à sauver l'essentiel : seules la Bourgogne et la Picardie revinrent à la France, et Maximilien sut sauvegarder tous les autres territoires. Marie de Bourgogne mourut en 1482 des suites d'un accident de cheval.



*Belgique, carte maximum de 1981 avec le timbre n° 2019
Gisants de Marie de Bourgogne et de Charles le Téméraire à Bruges*

Maximilien se fit élire en 1486 roi des Romains, prélude au titre d'empereur du Saint-Empire, toujours détenu par son père Frédéric III. Lorsque celui-ci mourut en 1493, Maximilien hérita d'un immense territoire. En 1508, il prit de sa propre initiative le titre d'empereur : depuis ce jour, la dignité impériale cessait de passer par Rome et par la papauté.



1996, n° 2030



*Burundi, 1971, n° 463
L'empereur Maximilien d'Autriche*



Belgique, 1959, n° 1104

Son principal souci était l'accroissement de la puissance habsbourgeoise par une habile politique matrimoniale : il maria son fils à Jeanne de Castille, la fille des souverains espagnols Ferdinand d'Aragon et Isabelle la Catholique.



*Belgique, 1996, n°s 2661/2662
Philippe le Beau et Jeanne de Castille, dite la Folle*

Le couple eut six enfants, dont deux garçons qui allaient jouer un rôle de première importance en Europe : Charles, né en 1500, qui deviendra Charles Quint, et Ferdinand, né en 1503, le futur empereur. Philippe le Beau mourut en 1506, Ferdinand d'Aragon en 1516 et Maximilien d'Autriche en 1519.

Ces décès et les héritages qui s'en suivirent firent de Charles Quint le maître du plus grand empire que l'histoire ait connu :

- En 1515, à la mort de son père : les Pays-Bas.
- En 1516, à la mort de son grand-père du côté maternel : l'Espagne, l'immense empire colonial espagnol et des grandes parties de l'Italie.
- En 1519, à la mort de son grand-père du côté paternel : l'Autriche et les possessions héréditaires des Habsbourg.



Belgique, 1949, n° 819



Espagne, 1979, n° 2198



Vatican, 1946, n° 138



Belgique, 1941, n° 576

Charles Quint



Charles le Téméraire



Frédéric III



Marie de Bourgogne



Maximilien d'Autriche



Ferdinand d'Aragon



Isabelle la Catholique



Philippe le Beau



Jeanne la Folle



Charles Quint



Ferdinand I^{er}

Charles Quint fut élu en 1519 empereur du Saint-Empire, contre son éternel rival le roi de France François I^{er}.

Après cette élection, il fallut procéder au partage des terres héréditaires habsbourgeoises entre les deux frères, Charles Quint et Ferdinand. En 1521, Ferdinand se vit attribuer la Basse-Autriche et l'Autriche intérieure, et en 1522, il reçut en outre la Haute-Autriche. Il cumulait donc toutes les anciennes possessions des Habsbourg, et la maison habsbourgeoise comportait depuis lors deux branches bien distinctes : une branche austro-allemande et une branche hispano-hollandaise.

Ferdinand eut dès le début de sa souveraineté à faire face à deux problèmes : d'une part l'Autriche et l'Allemagne connurent entre 1524 et 1526 de terribles insurrections paysannes qui mirent le pays à feu et à sang, et d'autre part, l'agitation religieuse, déclenchée par Luther à partir de 1517, avait gagné tous les territoires austro-allemands.



*France, 1983, n° 2256
Martin Luther (1483-1546)*



*1967, n° 1083
450^e anniversaire de la réforme*

Mais la plus grande menace pour Ferdinand venait de l'Est : la montée des Turcs. Après la chute de Constantinople en 1453, ils progressaient rapidement en Europe, par les Balkans. Le régent de Hongrie János Hunyadi, aidé du légat du pape Jean de Capistran (Giovanni da Capestrano), avait pu les arrêter à Belgrade en 1456. Le roi de Hongrie Matthias Corvin parvint même à les refouler, mais après sa mort en 1490, les Turcs reprirent l'offensive, et ne trouvèrent en face d'eux que des souverains d'une extrême médiocrité : d'abord Vladislas Jagellon, roi de Bohême depuis 1471 et de Hongrie depuis 1490, ensuite, après la mort de ce dernier en 1516, Louis II Jagellon, cumulant lui aussi les trônes de Bohême et de Hongrie.

Le 29 août 1526, Louis II subit une défaite écrasante devant les Turcs de Soliman le Magnifique à la bataille de Mohács, dans la partie méridionale de la Hongrie actuelle, près du Danube. Louis II y perdit la vie. Cela signifiait la fin de la Hongrie, qui était coupée en trois : les Ottomans s'installèrent au milieu, occupant la capitale Buda. La Transylvanie à l'Est devint une principauté avec une relative autonomie, mais vassale de la Sublime Porte. La partie occidentale subsistait, sous la couronne des Habsbourg.



*Hongrie, 1976, bloc 126
450^e anniversaire de la bataille de Mohács (1526)*

Et les nobles Hongrois ne firent rien pour faciliter les choses : pour gouverner le peu qui restait de la Hongrie, les clans rivaux élirent d'un côté Jean I^{er} Szapolyai, et d'un autre côté Ferdinand I^{er}, le frère de Charles Quint. Et, au lieu de combattre l'ennemi commun ottoman, tous deux cherchèrent l'alliance des Turcs pour évincer l'autre !

Jean I^{er} s'installa en Transylvanie, vassal du sultan, tandis que son rival Ferdinand régnait depuis Vienne, par l'intermédiaire d'un Conseil de Lieutenance.

La situation était la même en Bohême : la proximité des Ottomans rendait l'Europe centrale très vulnérable, et c'est pour des raisons de sécurité que Ferdinand I^{er} de Habsbourg reçut en 1526 également la couronne de Bohême.

Ferdinand donna toutes les garanties nécessaires de respect des lois et traditions tchèques, et accepta toutes les revendications des corps constitués, bien décidé à n'en tenir aucun compte. Il avait pour unique but de consolider le pouvoir royal et d'imposer le catholicisme à la Bohême.



*1978, n° 2261
Médaille du couronnement de Ferdinand I^{er} comme roi de Bohême*

En 1546, la Bohême refusa d'accorder une aide militaire à Ferdinand et à Charles Quint pour combattre la ligue protestante de Smalkalde. Ferdinand en profita, en guise de punition, pour réduire sensiblement les privilèges des villes.

Malgré la victoire de Mühlberg en 1547, où Charles Quint battit les princes protestants, Charles Quint et Ferdinand durent faire des concessions, qui aboutirent à la paix d'Augsbourg en 1555 et à l'abdication de Charles Quint, déçu et désillusionné.

Ferdinand succéda à son frère Charles Quint sur le trône impérial en 1556, et mourut en 1564. Ses successeurs habsbourgeois allaient garder la couronne de Hongrie et celle de Bohême jusqu'en 1918.

Ferdinand régla sa succession avant sa mort, en partageant ses territoires entre ses trois fils :

- L'aîné, Maximilien II, reçut la Basse-Autriche (les provinces danubiennes), ainsi que la promesse de la succession de Bohême et de Hongrie. En tant que fils aîné, il recevrait le titre d'empereur. Il régna de 1564 à sa mort en 1576. Il adopta toujours une attitude tolérante et médiatrice dans le conflit religieux entre catholiques et réformés. Il mit fin au conflit de souveraineté en Hongrie en 1570, quand son rival Jean Sigismond renonça au titre de roi de Hongrie pour se contenter de celui de prince de Transylvanie.
- Le deuxième fils, Ferdinand, reçut le Tyrol et l'Autriche antérieure. Il parvint à préserver le caractère catholique de ses domaines. À sa mort en 1595, ses territoires retournèrent à Matthias, frère de Rodolphe II.
- Le cadet, Charles II, reçut l'Autriche intérieure, comprenant la Styrie, la Carinthie, la Carniole et les territoires du littoral adriatique. Catholique fervent, il fut obligé de faire des concessions envers les réformés. Son fils Ferdinand deviendra en 1617 empereur et l'unique héritier de tous les territoires habsbourgeois austro-allemands.

Le successeur de Maximilien II fut son fils Rodolphe II, qui régna de 1576 à 1612. Intelligent, cultivé, protecteur des arts et des sciences, il vécut surtout à Prague dont il fit le centre culturel de l'époque.



1996, n° 2032

*La couronne de Rodolphe II, qui sera
la couronne impériale d'Autriche jusqu'en 1918*



*République tchèque, 1997, n°s 143/145
Rodolphe II*

Rodolphe II essaya avec plus ou moins de succès d'imposer le catholicisme dans ses territoires. Mais vers la fin de sa vie, il eut de plus en plus de démêlés avec son frère Matthias. Celui-ci avait déjà obtenu en 1595 la succession du Tyrol, et, las de supporter le comportement maniaco-dépressif de son frère Rodolphe, il entra en rébellion contre lui et s'empara du trône de Hongrie en 1608. Dans une tentative désespérée de redresser sa propre situation, Rodolphe fit des concessions envers le protestantisme, qui était en progrès constant.

Malgré ses concessions, Rodolphe II dut abdiquer en 1611 en faveur de son frère Matthias, qui devint également empereur en 1612, à la mort de Rodolphe. Matthias s'installa de nouveau à Vienne, favorisant le catholicisme. Les protestants de Bohême se révoltèrent en 1618, et cela fut le début d'une répression terrible, sur le plan politique, administratif, religieux et culturel. Le catholicisme devint obligatoire et une germanisation forcée eut lieu en Bohême. Matthias I^{er} mourut en 1619. Il avait désigné Ferdinand, le fils de Charles II, qui avait reçu l'Autriche intérieure, comme son successeur.

Ce choix concrétisait la réunion de tous les territoires austro-allemands habsbourgeois dans les mêmes mains, mais plongea l'Europe dans la guerre de Trente Ans.

III. L'Autriche grande puissance (1619-1815)

1. La guerre de Trente Ans (1618-1648)

La Guerre de Trente Ans (1618-1648) est la première guerre qui a impliqué l'ensemble des puissances européennes continentales. Cette guerre, qui dévasta l'Europe, fut la conséquence de l'intransigeance maladroite de l'empereur Ferdinand II, qui régna de 1619 à 1637.

Fervent catholique, il infligea à la révolte protestante de 1618 en Bohême une répression en dehors de toutes proportions. Poussé à bout, le camp protestant de Bohême sollicita l'aide des autres puissances adhérant à la réforme, et bientôt, le conflit éclata dans toute son horreur.

Les Habsbourg avaient pour alliés l'Espagne, la Bavière, et les principautés allemandes catholiques. Les révoltés de Bohême cherchaient l'aide chez les principautés allemandes protestantes, au Danemark, en Suède et aux Pays-Bas. La France gardait une prudente neutralité.

Au début, les forces catholiques menées par Jean t'Serclaes, comte de Tilly et par Wallenstein avaient le dessus. Mais l'entrée en guerre, en 1630, de la Suède protestante remit tout en question. Le roi Gustave II Adolphe et son chancelier Axel Oxenstierna remportèrent de grandes victoires, jusqu'à la mort du roi à la bataille de Lützen fin 1632. Les armées catholiques parvinrent alors à redresser un peu la situation, surtout après la trahison de Wallenstein, qui fut assassiné en février 1634.



*Slovaquie, 2018, n° 745
Ferdinand II*



*Suède, 1920, n° 130
Gustave II Adolphe, roi de Suède*



*Suède, 1936, n° 235
Axel Oxenstierna, chancelier de Suède*



*Suède, 1932, n°s 224/227
Mort du roi Gustave II Adolphe à la bataille de Lützen en 1632*

C'est alors que la France de Louis XIII et Richelieu, bien que catholique, entra en scène au côté des protestants. Les considérations d'ordre politique – éviter une trop grande puissance des Habsbourg, aussi bien de la lignée austro-allemande que de la lignée hispano-hollandaise – l'emportèrent donc sur les considérations d'ordre religieux. Le plus grand succès français contre l'Espagne eut cependant lieu juste après la mort de Richelieu et de Louis XIII : le 18 mai 1643, le duc d'Enghien, qui deviendra le "grand Condé" remporta l'éclatante victoire de Rocroi.



*France, 1970, n° 1655
Richelieu*



*France, 1944, n° 615
Condé*



*France, 1960, n° 1258
Turenne*

Les Français de Condé et Turenne et les Suédois de Torstensson infligèrent plusieurs défaites aux troupes catholiques, au point que finalement, Ferdinand III, empereur depuis 1637, demanda la paix. Cette paix fut conclue le 24 octobre 1648 par les traités de Westphalie, signés à Münster et à Osnabrück.



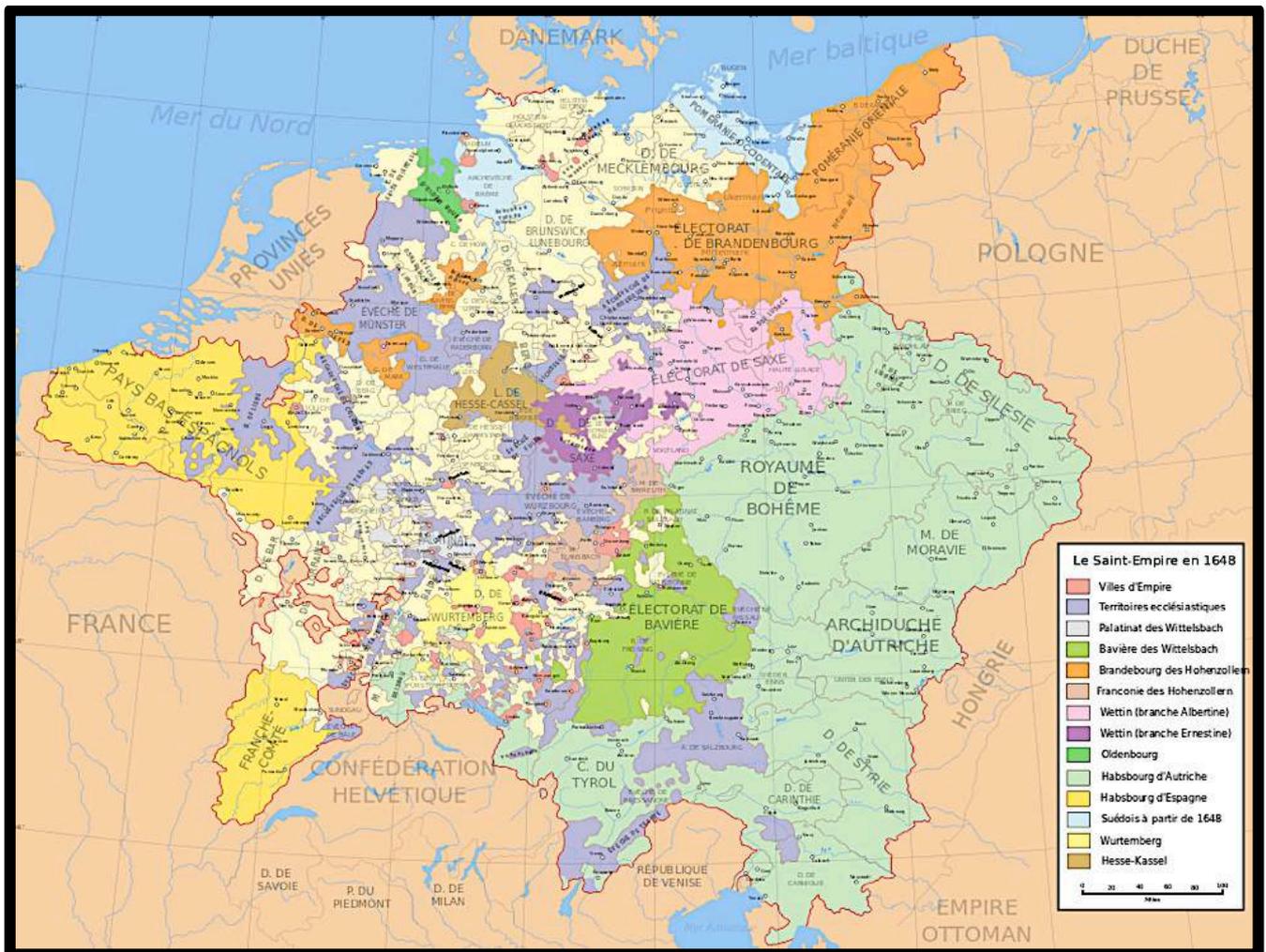
*Allemagne, 1998, n° 1811
350^e anniversaire des traités de Westphalie*



Pays-Bas, 1998, n° 1623

Ces traités de Westphalie étaient surtout favorables à la France, qui vit son territoire s'agrandir surtout en Lorraine et en Alsace, au détriment des Habsbourg. La Suède gagnait aussi des territoires, tandis que les deux grands perdants étaient l'Espagne, qui devait reconnaître définitivement l'indépendance des Pays-Bas, et les Habsbourg, qui, en plus de la perte de nombreux territoires, durent reconnaître l'indépendance de la Suisse. L'Allemagne était morcelée en un nombre infini de petits états, qui jouissaient d'une large autonomie, et où le titre d'empereur, toujours détenu par les Habsbourg, ne signifiait pratiquement plus rien. Le plus important de ces états allemands devint, outre la Bavière qui s'en sortait plutôt bien, le Brandebourg-Prusse, qui allait être plus tard le noyau de la réunification allemande.

Ferdinand III, empereur de 1637 à 1657, comprenant sa perte d'influence en Allemagne, transféra l'essentiel de sa puissance politique, militaire et financière dans les terres héréditaires d'Autriche. Ainsi, la position des Habsbourg, diminuée en Europe, devint plus solide dans leurs domaines héréditaires, qui comprenaient grosso modo l'Autriche, la Bohême, la Moravie, la Silésie, le Tyrol et une partie de l'Istrie.



Le Saint-Empire en 1648 (extrait de http://fr.wikipedia.org/wiki/Traités_de_Westphalie)

Avec les traités de Westphalie de 1648, la conception d'État autrichien commença à l'emporter sur l'idée impériale. En ce sens, ce fut un tournant de première importance dans l'histoire d'Autriche.

2. La guerre contre les Turcs

Ferdinand III mourut en 1657, et son fils, Léopold I^{er}, lui succéda. Roi de Bohême et de Hongrie, empereur du Saint-Empire, il régna jusqu'à sa mort en 1705.

C'est en Hongrie qu'il connut ses plus grands problèmes, aussi bien avec les Hongrois eux-mêmes qu'avec les Turcs. Georges II Rákóczi, prince de Transylvanie, était entré en conflit avec la Sublime Porte, et l'armée ottomane entra en Hongrie, mais elle fut finalement battue en 1664 par les forces conjuguées impériales, commandées par Raimondo Montecuccoli, et hongroises, commandées par Miklós Zrínyi, un des capitaines les plus prestigieux au service de l'Empire.

Mais ces succès militaires ne furent pas suivis de succès diplomatiques, au grand mécontentement de Miklós Zrínyi, qui mourut la même année.



*2009, n° 2620
Raimondo Montecuccoli*



*Hongrie, 1952, n° 1059
Miklós Zrínyi (1622-1664)*

Léopold I^{er} fut alors entraîné dans la guerre de Hollande de 1672 à 1678, où l'Empire était engagée avec les Pays-Bas et l'Espagne contre la France de Louis XIV. Malgré d'importantes victoires, comme celle que remporta Montecuccoli à Salzbach, où Turenne trouva la mort, l'issue de la guerre fut défavorable à l'Empire, et le traité de Nimègue, signé en 1678, fut une nouvelle et cruelle humiliation pour Léopold I^{er} : les Habsbourg devaient céder la Franche-Comté à la France.



*France, 1978, n° 2015
300^e anniversaire du traité de Nimègue, où l'Empire céda la Franche-Comté à la France*

Après cette nouvelle déconvenue, les problèmes resurgirent à l'est, en Hongrie. Les princes de Transylvanie avaient toujours le même objectif : l'unification sous leur souveraineté du pays déchiré qu'était la Hongrie. Mais le dilemme restait également toujours présent : comment bouter hors de la Hongrie les Habsbourg sans lesquels il était impossible de chasser les Turcs ?

Après que Léopold I^{er} eut signé en 1664 avec les Turcs un désastreux traité, qui était nettement en faveur des Ottomans malgré les défaites militaires de ces derniers, l'irritation hongroise envers les Habsbourg s'était encore accentuée, et le noble transylvanien Imre Thököly (1656-1705) se mit à la tête des mécontents. Il s'allia aux Turcs contre les Habsbourg, et, pour soutenir leur allié, les Turcs mirent le siège devant Vienne en 1683.



*Hongrie, 1978, n° 2630
Imre Thököly (1656-1705)*

Ce siège commença le 14 juillet 1683. Le comte Ernst-Rüdiger von Stahremberg et le bourgmestre Johann Andreas von Liebenberg organisèrent une défense héroïque. Heureusement, l'armée impériale de secours, commandée par le duc Charles de Lorraine, et l'armée polonaise du roi Jean III Sobieski arrivèrent juste à temps. Les alliés chrétiens, exhortés par le capucin Marco d'Aviano, infligèrent une défaite écrasante aux Turcs.



*1983, bloc 11
300^e anniversaire du siège de Vienne*



*Cathédrale St. Étienne
de Vienne*



*Le légat du pape
Marco d'Aviano (1631-1699)*



*Comte Ernst Rüdiger
von Stahrenberg (1638-1701)*



*Jean Sobieski, roi de
Pologne (1629-1696)*

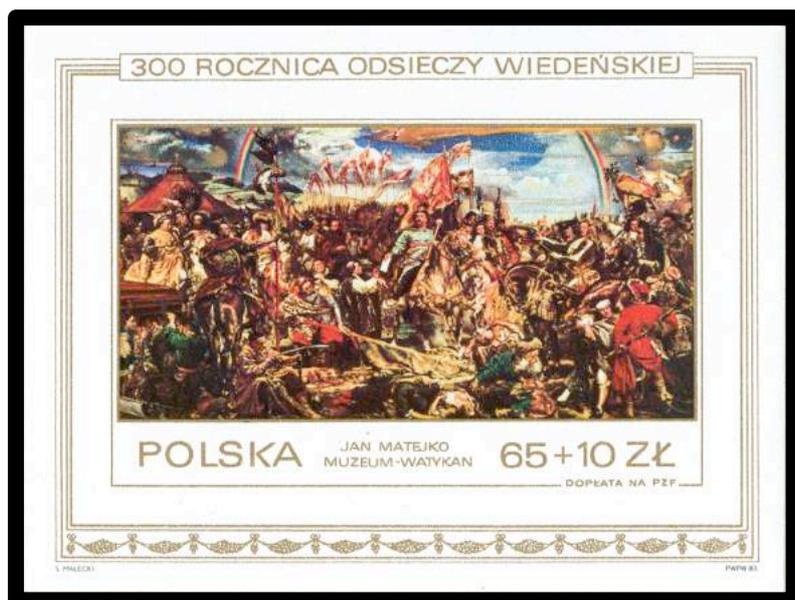


*Charles V Léopold, duc de
Lorraine (1643-1690)
1933, n°s 431/436*



*Bourgmestre Andreas von
Liebenberg (1627-1683)*

250^e anniversaire du dégagement de la ville de Vienne assiégée par les Ottomans



Pologne, 1983, bloc 101

*300^e anniversaire de la victoire de Jean III Sobieski
contre les Turcs devant Vienne, en 1683*



*Pologne, 1999, n° 3570
Le roi Jean III Sobieski*

La victoire de Vienne sonna le début du recul ottoman, et Thököly, l'allié des Turcs, dut fuir avec eux.

Les Turcs, en pleine déroute, durent abandonner Buda en 1686. La Hongrie redevenait ainsi impériale, et en 1699, le sultan remit officiellement, par le traité de Karlowitz, la souveraineté sur la Hongrie à l'empereur Léopold I^{er}.



*Hongrie, 1936, n°s 479/483
250^e anniversaire de la reprise aux Turcs de Buda*



*Hongrie, 1986, n° 3049
300^e anniversaire de la reprise aux Turcs de Buda*

La guerre contre les Turcs s'enlisa à partir de 1690, et les conquêtes impériales dans les Balkans furent reperdues. Ce n'est que lorsque le prince Eugène de Savoie reçut en 1697 le commandement suprême des armées impériales que l'Autriche reprit l'initiative.



1963, n° 972



*1986, n° 1674
Le prince Eugène de Savoie*



2010, n° 2682

La retraite ottomane ne réglait pas pour autant le problème hongrois : officiellement, la Diète avait dès 1687 reconnu l'hérédité du trône dans la famille des Habsbourg, mais une grande partie de la noblesse, surtout en Transylvanie, gardait la nostalgie d'une Hongrie indépendante.

Les mécontents se groupèrent autour de Ferenc II Rákóczi (1676-1735). Il était le fils de Ferenc I^{er} Rákóczi et d'Ilona Zrínyi. Celle-ci, devenue veuve, avait épousé ensuite Imre Thököly, qu'elle avait soutenu jusqu'au bout dans sa lutte contre les Habsbourg.



*Hongrie, 1952, n° 1060
Ilona Zrínyi*



*Hongrie, 2007, n° 4152
Ferenc II Rákóczi*



*Hongrie, 1953, n°s 1092/1096
250^e anniversaire de la lutte pour la libération de la Hongrie de Ferenc II Rákóczi*

Dès mai 1703, Ferenc II Rákóczi appela les Hongrois à la révolte. En 1704, il se fit nommer prince de Transylvanie, et il proclama l'indépendance de la Hongrie et la déchéance des Habsbourg.

D'abord vainqueur, il dut battre en retraite à partir de 1708, et en 1711, les insurgés furent obligés, contre l'avis de Ferenc II, de se soumettre à l'empereur. Ferenc II lui-même préféra l'exil au déshonneur.

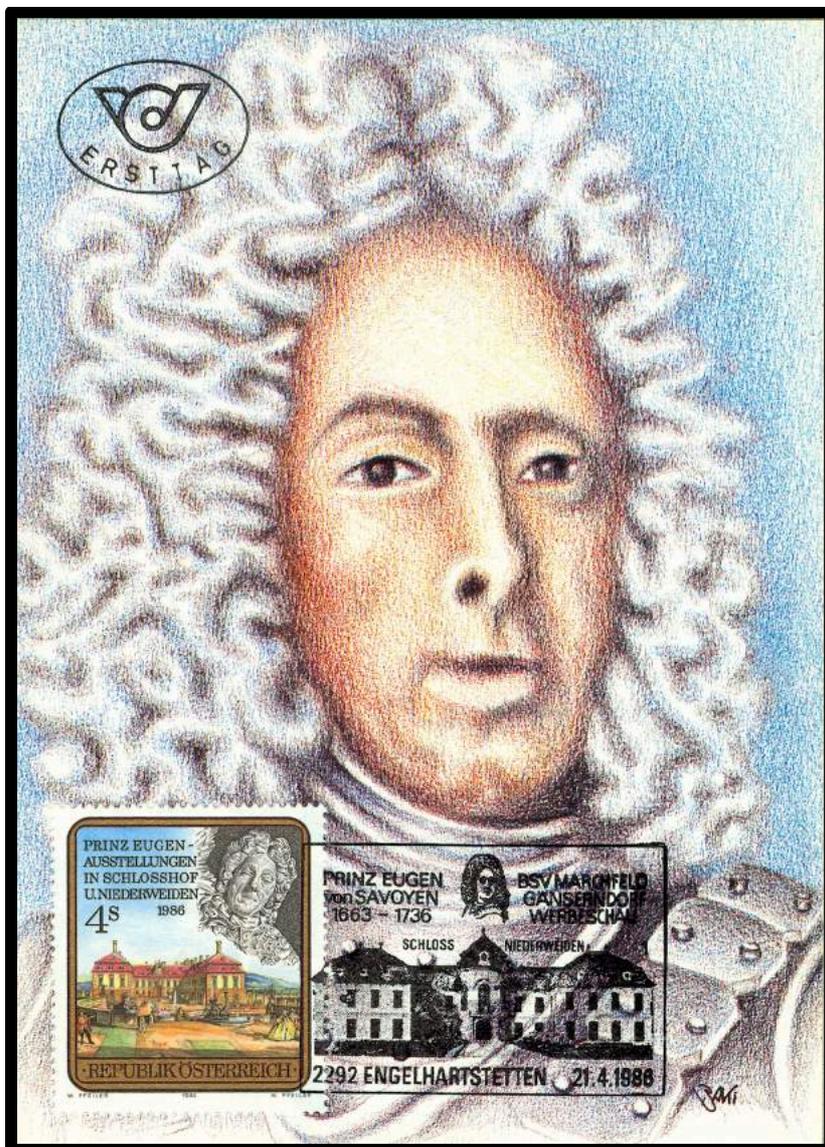
Les rêves d'indépendance de la Hongrie durent être enterrés pendant près d'un siècle et demi.

3. La guerre de Succession d'Espagne (1701-1713)

La mort en 1700 du roi Charles II d'Espagne, malade et faible, victime de nombreux mariages consanguins, engendra une nouvelle guerre entre les Habsbourg et la France, pour la succession au trône d'Espagne. Louis XIV voulait y installer son petit-fils Philippe, duc d'Anjou, tandis que l'empereur Léopold I^{er} poussait son fils cadet Charles.

Ce fut une longue guerre, de 1701 à 1714, laissant l'Europe dévastée et exsangue. D'un côté il y avait la France, l'Espagne et la Bavière, de l'autre les Habsbourg austro-allemands, la Grande-Bretagne, la Prusse et les Pays-Bas. Ces alliés craignaient une trop grande puissance de la France en Europe occidentale.

Les campagnes se déroulèrent surtout en Flandre, sur le Rhin et en Italie. Les grands commandants alliés étaient pour l'Angleterre John Churchill, duc de Marlborough, et pour les Impériaux le prince Eugène de Savoie.



Carte maximum de 1986 avec le timbre n° 1674.

Le prince Eugène de Savoie, reconnu comme le plus grand chef de guerre de l'histoire autrichienne



*Luxembourg, 1986, n° 1097
John Churchill, duc de Marlborough*



*1935, n° 471
Prince Eugène de Savoie*

À partir de 1704, le sort des armes n'était guère favorable aux forces françaises. L'armée franco-bavaroise subit une terrible défaite à Blenheim en 1704, et les coalisés remportèrent les importantes victoires de Ramillies (1706), d'Audenarde (1708) et de Malplaquet (1709).



*2006, n° 2434
La colonne Sainte Anne, à Innsbruck, érigée en souvenir de la libération du Tyrol en 1703*

Mais les belligérants, épuisés, aspiraient à la paix, qui fut finalement signée en 1713 à Utrecht et en 1714 à Rastatt.

Le traité d'Utrecht ménagea la France, qui s'en sortait plus ou moins indemne. Philippe V, le petit-fils de Louis XIV, était reconnu comme roi d'Espagne, mais il devait renoncer au trône de France. L'Espagne était la grande perdante de la guerre : elle perdait les Pays-Bas méridionaux ainsi que toutes ses possessions en Italie.

La Savoie reçut la Sicile, l'Autriche reçut les Pays-Bas méridionaux, correspondant à peu près à la Belgique et au Luxembourg actuels, et une grande partie du Milanais, Mantoue, Naples et la Sardaigne.



*Gibraltar, 2013, n°s 1547/1548
300^e anniversaire du traité d'Utrecht de 1713*

4. De 1713 à 1792

Après 1713, l'empereur d'Autriche était donc maître d'un énorme territoire, englobant l'Autriche, la Silésie, la Bohême et la Moravie, la Hongrie, une grande partie de l'Istrie, et de nombreux territoires en Italie. Il y avait eu pendant la guerre de Succession d'Espagne des changements à la tête de l'État : Léopold I^{er} était mort en 1705, après un long règne de 48 ans. Son successeur fut son fils aîné Joseph I^{er}, qui mourut de la variole en 1711, à peine âgé de 32 ans. Son frère Charles VI lui succéda, celui-là même qui avait été le candidat de l'Empire au trône espagnol. Il régna jusqu'en 1740.



1908, n° 101



1910, n° 119
Charles VI



1916, taxe n° 47

Afin de rendre le gouvernement de ses immenses territoires plus efficace, il centralisa autant que possible l'administration à Vienne. C'est également dans ce but qu'il échangea en 1720 la Sardaigne, qu'il possédait depuis 1713, contre la Sicile, qui était depuis cette même année une possession du duc de Savoie.

Toute sa vie, son principal souci sera d'assurer sa succession. C'est la raison de la promulgation, déjà en 1713, de la *Pragmatique Sanction*. Cet édit établissait qu'à défaut d'héritiers mâles, la succession reviendrait d'abord aux filles du dernier empereur régnant, c'est-à-dire les siennes.

Les longs efforts de Charles VI pour faire accepter les clauses de cette *Pragmatique Sanction*, aussi bien dans ses propres États que par les nations européennes, déterminèrent toute la politique et la diplomatie de ce règne. C'est ainsi qu'il fut forcé, en échange de la reconnaissance de cette *Pragmatique Sanction*, de supprimer en 1731 la fructueuse Compagnie d'Ostende, qui nuisait aux intérêts commerciaux des autres nations européennes.



Belgique, 1973, n° 1682
250^e anniversaire de la Compagnie d'Ostende

Pendant son règne, Charles VI eut à mener deux guerres : une première de 1716 à 1718 contre les Turcs, qui s'étaient ressaisis après le traité de Karlowitz de 1699. Ils furent cependant battus par le prince Eugène, qui s'empara de Belgrade et donna ainsi encore de nouveaux territoires à l'Autriche, dont des parties de la Croatie, de la Serbie et de la Bosnie.

Plus importante fut la guerre de Succession de Pologne, de 1733 à 1735. À la mort du roi de Pologne Auguste II le Fort, deux candidats se disputaient le trône : d'une part Stanislas Leszczyński, le beau-père du roi de France Louis XV, d'autre part le fils du roi défunt, qui devenait également électeur de Saxe sous le nom de Frédéric Auguste II. C'était le début de la guerre de Succession de Pologne.



*Pologne, 2000, n° 3635
Auguste III de Saxe*



*Pologne, 2000, n° 3636
Stanislas I^{er} Leszczyński*



France, 1966, n° 1483

L'Espagne et surtout la France soutenaient Stanislas Leszczyński, tandis qu'Auguste de Saxe avait les faveurs de l'Autriche et de la Russie.

Stanislas dut s'enfuir devant l'intervention russe. La guerre prit fin par le traité de paix de Vienne négocié en secret en 1735. Des échanges de territoires eurent alors lieu : Stanislas renonçait au trône de Pologne et devenait duc de Lorraine et de Bar, duchés qui reviendront à sa mort à la France.

L'Espagne obtenait la Sicile et Naples, qui allaient former le royaume des Deux-Siciles. Les Habsbourg reçurent en compensation de Naples et de la Sicile les duchés de Parme et de Plaisance, tandis que la Toscane passa à la maison de Lorraine (François de Lorraine, le mari de la future impératrice Marie-Thérèse !)

À la mort de Charles VI en 1740, c'était sa fille Marie-Thérèse qui monta sur le trône, suivant les clauses de la *Pragmatique Sanction*. Mariée à François de Lorraine, la dynastie régnante devint donc la maison de Habsbourg-Lorraine.

Jeune et inexpérimentée, elle se heurta dès le début à Frédéric II de Prusse, qui venait lui aussi de monter sur le trône. Au mépris de tous les accords et de toutes les promesses, il attaqua l'Autriche et s'empara de la Silésie : c'était le début de la guerre de Succession d'Autriche (1740-1748).



1908, n° 102



1910, n° 120



1916, taxe n° 48



(Andreas Moller)



1980, n°s 1467/1469
(Martin van Meytens)



(Joseph Ducreux)



1996, n° 2007



Hongrie, 2001, n° 3806



Slovaquie, 2000, n° 337



Belgique, 1949, n° 822



Belgique, 1972, n° 1656

L'impératrice Marie-Thérèse d'Autriche



Belgique, 1941, n° 573



Luxembourg, 1996, n° 1341



2010, n° 2725



*Carte maximum de 1996 avec le timbre du Luxembourg n° 1341.
L'impératrice Marie-Thérèse d'Autriche*



Slovénie, 2017, bloc 95



Ukraine, 2017, bloc 129



Croatie, 2017, bloc 68



Autriche, 2017, bloc F3169

*300^e anniversaire de la naissance de l'impératrice Marie-Thérèse d'Autriche
Émission conjointe de l'Autriche, de la Croatie, de la Hongrie, de la Slovénie et de l'Ukraine*



Hongrie, 2017, bloc 392

*300^e anniversaire de la naissance de l'impératrice Marie-Thérèse d'Autriche
Émission conjointe de l'Autriche, de la Croatie, de la Hongrie, de la Slovénie et de l'Ukraine*

Dans cette guerre de Succession d'Autriche, la Prusse s'allia à la Bavière, la Saxe, et surtout à la France et à l'Espagne, trop heureux d'affaiblir l'empire autrichien, qui pour sa part comptait sur le soutien anglais et hollandais. La guerre se déroula surtout dans les Pays-Bas autrichiens, et la bataille principale eut lieu le 11 mai 1745 à Fontenoy. L'armée française, commandée par Maurice de Saxe, y battit l'armée anglo-autrichienne.



Belgique, 1995, n° 2600 Irlande, 1995, n° 900

France, 1970, n° 1657

La bataille de Fontenoy de 1745

La guerre fut nettement défavorable à l'Autriche, mais celle-ci sauva l'essentiel en 1748 au traité de paix d'Aix-la-Chapelle : elle perdait la Silésie au profit de Frédéric II de Prusse, ainsi que ses possessions de Parme, Plaisance et Guastalla en Italie, qui passèrent aux Bourbon d'Espagne, mais elle récupérait l'entièreté des Pays-Bas autrichiens.

Ces Pays-Bas autrichiens furent gouvernés de 1741 à 1780 par Charles de Lorraine, le beau-frère de Marie-Thérèse. Ce fut enfin, après 1748, une période de paix et de stabilité pour cette région.



Belgique, 1941, n° 574

Belgique, 1949, n° 821

Charles de Lorraine, gouverneur des Pays-Bas autrichiens

Marie-Thérèse parvint à s'imposer dans ses États grâce à son courage, sa persévérance, sa grandeur d'âme et sa droiture. Se sentant assez forte, elle se lança en 1756 dans une nouvelle guerre contre son ennemi de toujours, Frédéric II de Prusse, afin de récupérer la Silésie. Ce dernier, de son côté, essayait de s'approprier la Saxe.

Le conflit dégénéra en une guerre européenne, la guerre de Sept Ans (1756-1763). Il y avait d'un côté la Prusse (Frédéric II) et la Grande-Bretagne (George II, puis George III), de l'autre côté l'Autriche (Marie-Thérèse), la France (Louis XV), l'Espagne (Charles III) et la Russie (Élisabeth I^{re})



*Allemagne, 2012,
n° 2733
Frédéric II de Prusse*



*Russie, 2009, bloc 322
La tsarine Élisabeth I^{re}*



*1935, n° 472
Baron von Laudon,
commandant des
armées autrichiennes*

La Prusse remporta les premiers succès militaires, mais l'entrée en guerre de la Russie changea tout, et en 1761, la Prusse était en pleine déroute. Après avoir frôlé l'effondrement, la Prusse fut finalement sauvée par l'abandon des hostilités par la Russie, où Pierre III, prussophile et grand admirateur de Frédéric II, avait pris début 1762 la succession de sa mère, la tsarine Élisabeth.

Finalement, les belligérants, épuisés, signèrent en 1763 le traité de Paris. Ce traité était catastrophique pour la France, qui perdait la grande majorité de ses colonies au profit de l'Angleterre. L'Autriche renonça à la Silésie, et la Prusse à la Saxe. En Europe, c'était pratiquement le statu quo territorial, mais la Grande-Bretagne avait définitivement surclassé la France comme première puissance mondiale.

À la mort de son époux en 1765, Marie-Thérèse associa son fils et successeur, le futur Joseph II, au gouvernement. La même année, il succéda également à son père comme empereur du Saint-Empire.

Lors du premier partage de la Pologne en 1772, Marie-Thérèse parvint encore à agrandir son territoire, en annexant la Petite-Pologne et une partie de la Galicie.

Marie-Thérèse mourut en 1780, regrettée par tout un peuple. Elle avait eu seize enfants, dont les deux futurs empereurs Joseph II et Léopold II, ainsi que Marie-Antoinette, qui, pour son malheur, épousa le roi Louis XVI de France, et fut guillotinée en 1793.

Son fils Joseph II régna de 1780 à 1790. Il se montra un souverain moderne et réformiste, bien que ses réformes, trop brutales, n'aient été ni comprises ni acceptées par ses sujets. Il ambitionnait la transformation de ses territoires habsbourgeois, où régnait une grande diversité de langue, de culture et de religion, en un ensemble cohérent, centralisé et bien organisé, suivant en cela l'exemple de Frédéric II de Prusse. Influencé par les idées du Siècle des Lumières, il était souvent plus doctrinaire que diplomate.



1908, n° 103



1910, n° 121
Joseph II



Luxembourg, 1981, n° 977

Il promulgua en 1781 l'*édit de Tolérance*, garantissant la liberté de culte. Cet édit s'est heurté à de vives résistances de la part de la hiérarchie catholique.



1981, n° 1513



Belgique, 1982, n° 2049

200^e anniversaire de la promulgation de l'édit de Tolérance

Les réformes entraînèrent la perte de fonctions et de privilèges séculaires dans l'administration, la noblesse et le clergé, et engendrèrent la révolution brabançonne de 1789-1790, qui échoua à cause de la mésentente parmi ses leaders.



Belgique, 1992, n° 2482

La révolution brabançonne de 1789-1790.

Hendrik van der Noot, Jan André van der Mersch et Jan Frans Vonck, les leaders de la révolution



1996, n° 2025
Marie-Thérèse et Joseph II

Désabusé et aigri par tant d'incompréhension, Joseph II mourut en 1790. Son frère Léopold II lui succéda. Nettement plus conservateur, il ne régna que deux ans, juste le temps d'annuler la majeure partie des réformes de son frère. Il mourut en 1792.



1908, n° 105



1910, n° 123

Léopold II

5. Les guerres napoléoniennes (1792-1815)

Son fils François I^{er} lui succéda, qui allait régner jusqu'en 1835. Les premières 23 années de son règne furent occupées par la guerre contre la France d'abord révolutionnaire et ensuite napoléonienne. Les trois campagnes de cette longue guerre furent autant d'échecs pour les Autrichiens.



1908, n° 107



1910, n° 125

François I^{er}

La première guerre eut lieu à partir de 1792. Ce fut d'abord la victoire française de Dumouriez et Kellermann contre les forces austro-prussiennes du duc de Brunswick à Valmy le 20 septembre 1792. Il y eut encore plusieurs batailles, comme à Jemappes (victoire française, 6 novembre 1792), Neerwinden (victoire autrichienne, 18 mars 1793) et Fleurus (victoire française, 26 juin 1794). La France sortait finalement vainqueur de la guerre, mais l'excellent commandant en chef autrichien, l'archiduc Charles-Louis d'Autriche, le frère de l'empereur, parvint à éviter la déroute.

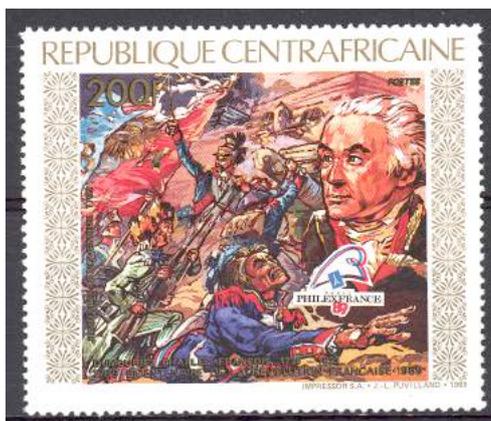


1935, n° 473

L'archiduc Charles-Louis d'Autriche, l'excellent commandant en chef de l'armée autrichienne



*France, 1971, n° 1679
La bataille de Valmy (1792)*



*République centrafricaine, 1989, n° 822
La bataille de Jemappes (1792)
Effigie du général Dumouriez*



*Belgique, 1993, n° 2493
La bataille de Neerwinden (1793)*

Les choses évoluèrent rapidement lorsque le général Bonaparte fut envoyé en Italie en 1796. Il écrasa d'abord l'armée piémontaise, et remporta ensuite plusieurs victoires contre les troupes autrichiennes (Lodi, Castiglione, Arcole, Rivoli). Il occupa la Lombardie, et se dirigea vers le sud, mettant toute l'Italie sous contrôle français. Venise capitula à son tour en 1797, après une indépendance de 1070 ans.



*France, 1972, n° 1730 Dahomey, 1969, P.A. n° 104
Napoléon à la bataille d'Arcole*



*Gabon, P.A. n° 85
La bataille de Rivoli*

Le traité de Campo-Formio termina cette guerre en 1797 : l'Autriche perdait définitivement les Pays-Bas et ses possessions en Italie en faveur de la France, qui s'appropriait également la rive du Rhin. Elle recevait des maigres compensations : Venise, l'Istrie et la Dalmatie.

Très rapidement, l'Autriche s'associa à la Russie et à la Grande-Bretagne pour former la deuxième coalition, qui avait pour but d'écraser la France républicaine. Cette coalition connut d'abord des grands succès, chassant les Français d'Italie et menaçant l'existence même de la France républicaine, jusqu'au retour de Bonaparte d'Égypte fin 1799.

Bonaparte reprit l'initiative et remporta plusieurs victoires, dont celle de Marengo le 14 juin 1800. Le traité de paix de Lunéville, signé en 1801, ne faisait que confirmer grosso modo les clauses de celui de Campo-Formio de 1797.



*Italie, 2000, n° 2451
La bataille de Marengo*

Mais l'Autriche reprit les armes en 1805, avec la Russie et la Grande-Bretagne. Ce fut une nouvelle défaite pour cette troisième coalition, avec comme bataille majeure la splendide victoire de Napoléon à Austerlitz le 2 décembre 1805. François I^{er} dut une nouvelle fois signer un humiliant traité à Presbourg, fin 1805, qui l'amputait encore d'une partie de ses territoires. C'était surtout aux trois principautés allemandes qui avaient soutenu l'empereur Napoléon que l'Autriche dut céder des territoires : la Bade, la Bavière et le Württemberg. La Bavière recevait le Tyrol et le Vorarlberg.

Ce traité de 1805 confirmait la fin du Saint-Empire. Le titre d'empereur du Saint-Empire ne signifiait déjà depuis longtemps plus rien, mais 1805 rendit officielle la fin de cet Empire.

C'est pour cette raison que François I^{er} s'était donné déjà en 1804 le "simple" titre d'empereur d'Autriche.

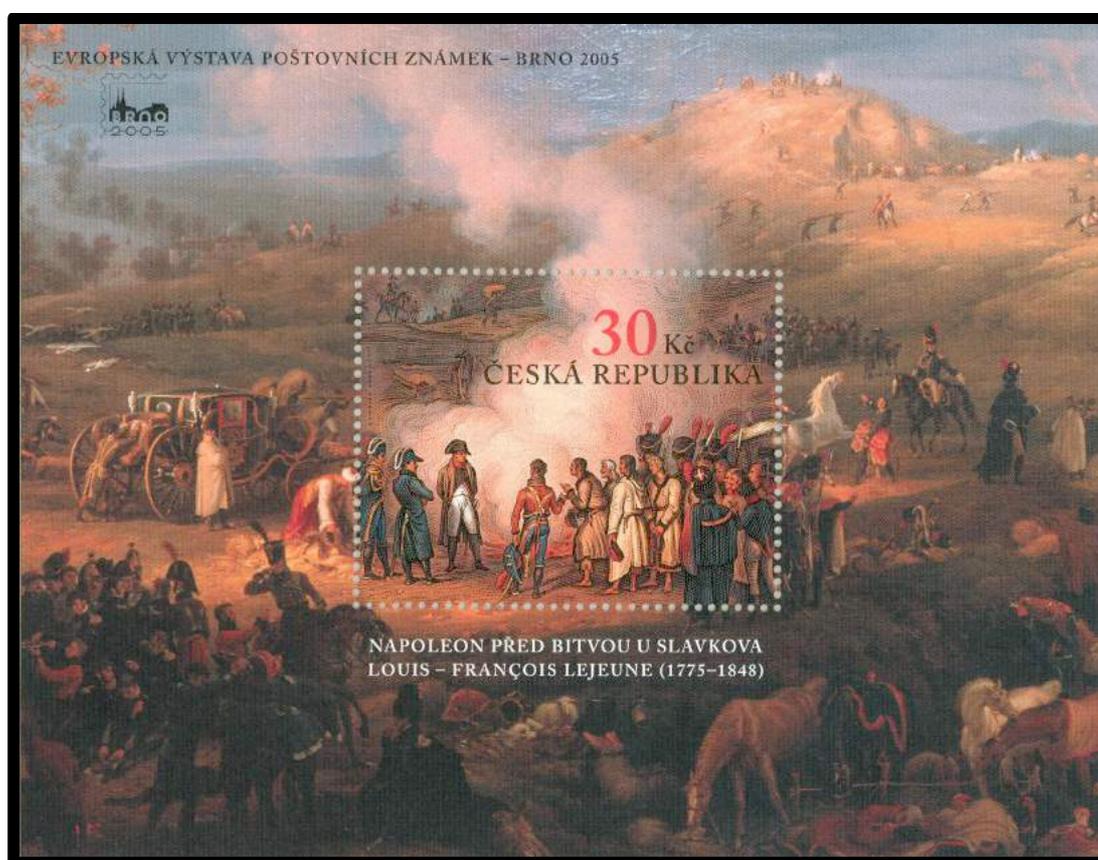


France, 2005, n° 3782



République tchèque, 2005, n° 399

200^e anniversaire de la bataille d'Austerlitz



République tchèque, 2005, bloc 20

200^e anniversaire de la bataille d'Austerlitz

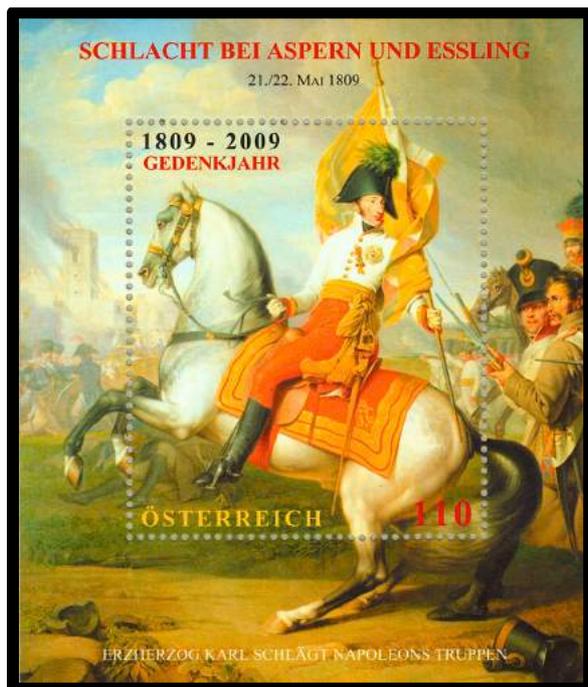


Slovaquie, 2005, n° 445

200^e anniversaire du traité de Presbourg (Bratislava)

Napoléon eut à combattre une quatrième coalition qui regroupait surtout la Russie et la Prusse. Encore une fois vainqueur, il leur imposa le traité de Tilsit de 1807, qui démembrait la Prusse et neutralisait la Russie.

L'Autriche était alors restée à l'écart, mais elle reprit les armes en 1809. Napoléon, affaibli, subit d'abord une défaite à Aspern et Essling, les 21 et 22 mai 1809, mais il retourna rapidement la situation en remportant la bataille de Wagram le 6 juillet 1809. Napoléon entra à Vienne, et après cette nouvelle défaite, l'Autriche dut accepter encore une fois une paix humiliante, avec le traité de Schönbrunn de 1809. Comble de l'humiliation : Napoléon épousa en 1810 la fille de l'empereur François I^{er}, Marie-Louise.



2009, bloc 54

200^e anniversaire des victoires autrichiennes d'Aspern et d'Essling face à Napoléon, en mai 1809

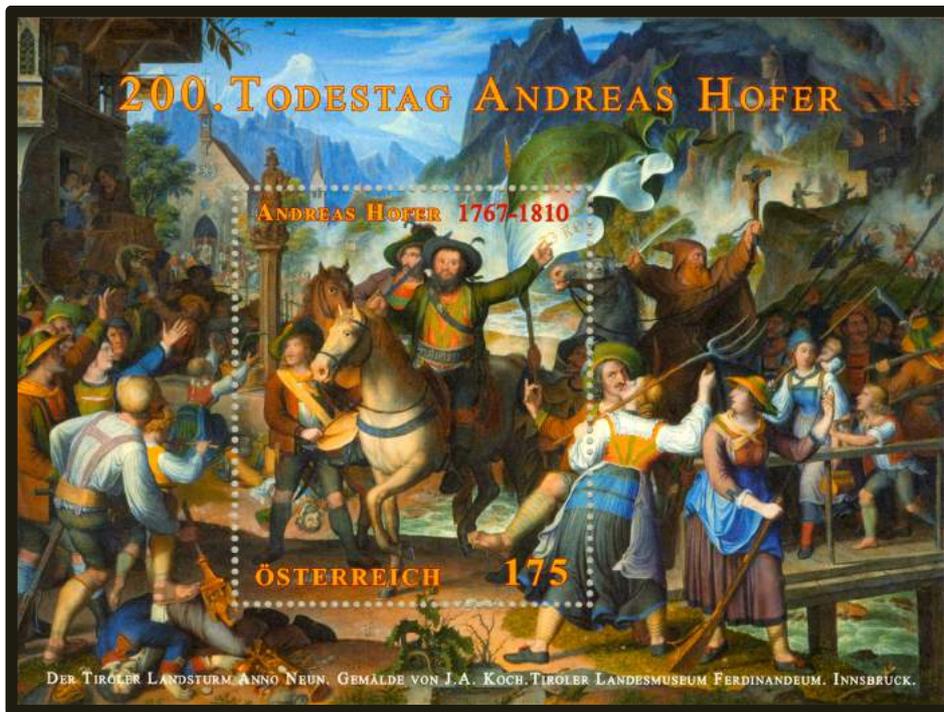
En même temps, une tragédie se déroula au Tyrol. Poussé par Vienne, le Tyrol s'était révolté en 1809 contre la Bavière, à laquelle le Tyrol avait été donné en 1805 par le traité de Presbourg. Un aubergiste, Andreas Hofer, se mit à la tête des rebelles, et pendant des mois, il opposa une résistance acharnée contre les troupes bavaroises et françaises. François I^{er} avait promis de ne pas abandonner le Tyrol, mais il fut obligé de renoncer à toute aide militaire ou diplomatique. Andreas Hofer fut finalement capturé et exécuté début 1810.



*1950, n° 785
Andreas Hofer*



*1959, n° 909
150^e anniversaire du soulèvement du Tyrol*



*2010, bloc 60
200^e anniversaire de l'exécution d'Andreas Hofer*

Fortement affaibli après la désastreuse campagne de Russie de 1812, Napoléon eut à combattre une nouvelle coalition de la Russie et de la Prusse, à laquelle adhéra ensuite l'Autriche. Après des victoires à Lützen et à Bautzen en mai 1813, Napoléon fut battu en octobre 1813 à Leipzig. La suite est connue : il fut forcé d'abdiquer en 1814, et fut exilé à l'île d'Elbe. Après son retour, qui sema la panique en Europe, son épopée s'acheva à la bataille de Waterloo le 18 juin 1815.



*Belgique, 1990, n° 2376
La bataille de Waterloo du 18 juin 1815*

Les vainqueurs (l'Autriche, la Prusse, la Grande-Bretagne et la Russie) se retrouvèrent à la conférence de la paix de Vienne de 1814 et 1815. Le nouveau chancelier de François I^{er}, Clément de Metternich, y joua un rôle majeur.

L'Autriche recouvra la plupart des territoires qu'elle avait perdus et, en compensation de la perte définitive des Pays-Bas autrichiens (la Belgique actuelle), reçut des territoires allemands et italiens, dont la Lombardie et la Vénétie, de même qu'une partie de la Dalmatie. Une nouvelle Europe commençait.



*2015, n°
Le Congrès de Vienne*



*Carte maximum de 2015 avec le timbre n° 3045
Le Congrès de Vienne, d'après un tableau de Jean Godefroy*

IV. De l'apogée à la chute (1815-1918)

1. L'ère de Metternich (1815-1848)

Metternich avait été nommé chancelier d'Autriche en 1809. Il garda ce poste pendant 39 ans, jusqu'en 1848 ! Il joua un rôle majeur au congrès de Vienne de 1814-1815, dont il était le président.

Suite à ce congrès, l'Autriche récupéra ses possessions perdues pendant la guerre napoléonienne, sauf les Pays-Bas. Les Bourbons remontèrent sur le trône de France, mais les problèmes n'y furent pas résolus concernant l'Allemagne et l'Italie.



L'Europe après le congrès de Vienne en 1815
(extrait de <http://tntatlasgeographie.tableau-noir.net/pages/europe1815.html>)

En Allemagne, la Confédération germanique fut créée. Elle regroupait les territoires de l'ancien Saint-Empire, divisés maintenant en 39 états. La Prusse était le grand bénéficiaire.

En Italie, la situation était encore plus complexe. La situation d'avant 1792 était pratiquement rétablie :

- Le roi de Piémont-Sardaigne retrouvait son ancien royaume, avec la Savoie, le Piémont, la Ligurie, la Sardaigne, Nice, et en plus Gênes.
- Le pape Pie VII, enfin libéré, retrouvait ses États pontificaux.
- La famille d'Este rentrait à Modène.
- La famille de Lorraine rentrait en Toscane.
- L'ex-impératrice des Français Marie-Louise, qui était la fille de l'empereur d'Autriche François I^{er} et la deuxième épouse de Napoléon, recevait les duchés de Parme, de Plaisance et de Guastalla.

- Le royaume des Deux-Siciles retournait aux Bourbon.
- La Lombardie et la Vénétie redevenaient autrichiennes, sous le nom de royaume lombard-vénitien, avec Milan comme capitale.

Dans la plupart de ces territoires, les Habsbourg de Vienne gardaient le contrôle aussi bien politique que militaire.

Le système de Metternich se basait sur l'idée fondamentale d'équilibre européen, maintenu par l'ordre, le calme et la discipline. Il fallait donc s'opposer partout aux progrès constants du libéralisme et du nationalisme, ces deux tendances que Metternich considérait comme dangereuses et révolutionnaires, et qui devaient donc être combattues et réprimées avec énergie.

Sa longue carrière à la tête de la politique autrichienne a donné à l'Europe une période de paix de plus de trente ans, mais sa faiblesse a été de mépriser et sous-estimer les forces nationalistes qui allaient exploser en 1848.

Partout cependant, des signes avant-coureurs auraient dû alerter Metternich.

- En Italie, les souverains suivaient une ligne absolutiste et conservatrice, qui ne fit que rendre l'opposition libérale plus ardente. C'était l'époque romantique, où des bourgeois affirmaient leur résistance à l'occupant dans des sociétés secrètes, les "carbonari". Des insurrections eurent lieu à Naples en 1820, dans le Piémont en 1821 et surtout à Modène en 1831, dirigée par *Ciro Menotti*. La répression fut féroce. À partir de 1830, il y eut deux tendances dans l'opposition : l'une était révolutionnaire et agressive, avec *Mazzini* comme chef de file. La deuxième tendance était plus libérale et plus modérée.



*Italie, 1981, n° 1483
Ciro Menotti*



*Italie, 1972, n° 1095
Giuseppe Mazzini*

- En Allemagne, un courant national et libéral se développait, surtout dans les milieux des étudiants et des intellectuels. Ils demandaient une Allemagne unifiée, mais une oppression policière intense empêcha ces tendances de se manifester ouvertement.

- En Hongrie, les revendications libérales politiques, culturelles, économiques et sociales étaient d'abord surtout le fait de la haute noblesse, où deux grandes figures se détachaient : Miklós Wesselényi et István Széchenyi. Mais à partir de 1830, l'opposition à Vienne prit deux visages, l'un conservateur, l'autre radical : d'un côté la haute noblesse, et de l'autre côté la petite noblesse, les bourgeois et les intellectuels. Les deux côtés avaient les mêmes aspirations finales : une Hongrie libre, indépendante, détachée de Vienne, mais les modalités et le rythme de cette évolution différaient. Le leader incontesté de cette tendance radicale était Lajos Kossuth.



*Hongrie, 1996, n° 3576
Miklós Wesselényi*



*Hongrie, 1991, n° 3338
István Széchenyi*



*Hongrie, 1952, n° 1054
Lajos Kossuth*

- En Bohême, le renouveau linguistique allait rapidement s'accompagner d'une prise de conscience nationale, accentuée par la montée du romantisme. Cependant, si à Prague l'on redoutait l'attitude absolutiste, centralisatrice et pangermaniste de Vienne, l'on redoutait tout autant l'impérialisme du tsar de Russie. Le pangermanisme autrichien et le panslavisme russe étaient les deux écueils à éviter, et la solution recherchée à Prague était le maintien d'une Autriche où les différentes nationalités auraient des droits égaux.

Pendant ce temps, l'empereur François 1^{er} était mort en 1835, et son successeur, son fils Ferdinand 1^{er}, était une piètre figure. Débile, intellectuellement très limité, il fut une véritable caricature de souverain absolu par son manque de volonté et de caractère. Une "conférence d'État", comprenant Metternich, Kolowrat et l'archiduc Louis, fut constituée pour gouverner, mais c'était surtout Metternich qui continuait à prendre les décisions. Figé dans une administration qui avait perdu tout contact avec les peuples, il ne se rendait pas compte des bouleversements qui allaient secouer l'Europe en 1848.



1908, n° 108



1910, n° 126

L'empereur Ferdinand 1^{er}

2. 1848

Le début de 1848 sonna ce qu'il est convenu d'appeler "*le printemps des peuples*". La chute de Louis-Philippe en France en février 1848 provoqua, comme une boule de neige, un ensemble de révolutions en Europe qui mirent fin à la longue période de stabilité, qui n'était cependant qu'apparente. Alors qu'en Allemagne et en Italie ce réveil tendait à l'unité, dans les pays autrichiens les mouvements étaient séparatistes.



*1996, n° 2027
Les révolutions de 1848*

- En Autriche, Vienne se révolta en mars, et Metternich dut prendre la fuite. Une assemblée constituante fut élue au printemps, et l'on sembla évoluer vers la dissolution de l'Empire autrichien. Mais à l'automne, les forces réactionnaires reprirent le dessus, et l'armée, commandée par Alfred de Windischgrätz, rétablit l'ordre à Vienne. Le prince Félix Schwarzenberg forma un nouveau ministère, dont le seul but était de restaurer l'autorité impériale. L'incapable Ferdinand I^{er} fut contraint d'abdiquer le 2 décembre 1848 en faveur de son neveu François-Joseph.



1908, n° 110



1910, n° 128

L'empereur François-Joseph en 1848

- En Bohême, les libéraux tchèques adressèrent une longue pétition à l'empereur Ferdinand I^{er} avec de nettes exigences politiques : l'égalité des droits de la langue tchèque avec ceux de la langue allemande, la reconnaissance institutionnelle et le renforcement de l'unité des pays de la couronne de Bohême.



*Tchécoslovaquie, 1948, n° 471 République tchèque, 1998, n° 179
100^e et 150^e anniversaire de la révolution tchèque de 1848*

L'extension des troubles amena l'empereur Ferdinand I^{er} à céder sur tous les points, mais en juin 1848, le prince autrichien Windischgrätz écrasa la révolte à Prague. Les parlementaires quittèrent Prague et se réunirent à Kroměříž, en Moravie. Là, les libéraux tchèques, sous la direction de František Palacký et František Ladislav Rieger se firent les avocats d'un royaume de Bohême autonome au sein d'une fédération dirigée par les Habsbourg : ce courant restera connu sous le nom d'*austroslavisme*, et formera le fond de la politique tchèque jusqu'en 1914.

Bien que modéré, le projet de constitution tchèque de Kroměříž fut rejeté début 1849 par Vienne, qui avait retrouvé son assurance.



*Tchécoslovaquie, 1948, n°s 472/473
100^e anniversaire de la Diète de Kroměříž
František Palacký et František Ladislav Rieger*

- En Hongrie, Kossuth sentait son heure venue. Dès le 3 mars, il fit transmettre à Vienne les *Revendications de la nation hongroise*, un programme en douze points, dont les éléments principaux étaient :

- La nomination d'un ministère hongrois responsable.
- L'élection d'un parlement hongrois à un suffrage élargi.
- L'intégration de la Transylvanie et de la Croatie dans la Hongrie.
- L'abolition totale du régime seigneurial.

Ces revendications furent soutenues par la population hongroise, qui répondait à l'appel exalté de deux jeunes écrivains : le poète Sándor Petöfi, dont c'était l'heure de gloire lorsque, le 15 mars, il harangua la foule massée devant le musée national, et le romancier Mór Jókai, qui travailla surtout par l'intermédiaire de la presse.

L'extension des troubles amena le faible empereur Ferdinand I^{er} à céder sur tous les points, et le premier véritable gouvernement hongrois fut constitué, avec à sa tête Lajos Batthyány. Il comprenait aussi bien des modérés comme Széchenyi, Eötvös et Deák, que des radicaux, comme Kossuth.



*Hongrie, 1954, n°s 1138/1139
Mór Jókai*



*Hongrie, 1949, n°s 905/907
Sándor Petöfi*

Les idées unitaires de Kossuth furent très mal accueillies par les Croates, les Slovaques et les Roumains de Transylvanie : ce furent les premières difficultés du nouveau gouvernement.



*Hongrie, 1998, bloc 244
Le soulèvement populaire en mars 1848*

Mais tout changea pendant l'été de 1848 : l'écrasement de l'insurrection à Prague et la victoire à Custoza du général autrichien Radetzky contre l'armée du roi de Sardaigne, le 25 juillet, rétablissant ainsi l'ordre en Lombardie, redonna à Vienne les moyens militaires pour engager l'épreuve de force avec la Hongrie.

Devant le retour en arrière de Vienne, Batthyány démissionna. Cela signifiait la rupture entre les modérés et les radicaux, et Kossuth, isolé, allait foncer en avant, exigeant l'indépendance totale de la Hongrie : c'était la guerre.

Au début, les armées hongroises du général Artúr Görgey battirent les impériaux et marchèrent sur Vienne, tandis que le général polonais Józef Bem, passé au service de la Hongrie, reconquérissait la Transylvanie.



*Hongrie, 2002, n° 3826
Lajos Kossuth*



Artúr Görgey



*Hongrie, 1999, n°s 3659/3661
Lajos Batthyány*



Józef Bem

Jusqu'au printemps de 1849, la révolution hongroise semblait triompher. Mais en juillet 1849, le tsar Nicolas I^{er} de Russie se joignit aux Autrichiens, et ce fut rapidement la débâcle pour les Hongrois. Kossuth, abandonné de tous, dut fuir en Turquie et vécut ensuite en exil. La répression fut très dure. L'ex-premier ministre Batthyány, pourtant très modéré, fut fusillé à Pest le 6 octobre 1849, tandis qu'à Arad, le même jour, treize généraux furent exécutés. Jusqu'en 1852, la Hongrie fut traitée en pays conquis.

- En Italie, la révolte contre l'absolutisme et contre la domination autrichienne commença en 1847 dans le royaume des Deux-Siciles, et en 1848, toute l'Italie était en ébullition. À Milan, les Autrichiens furent chassés après cinq jours de combat (les *cinque giornate* de Milan, du 18 au 22 mars).



*Italie, 1995, n° 2019
Les cinq jours de Milan*

Charles-Albert, roi de Piémont-Sardaigne, prit le drapeau tricolore comme emblème et déclara la guerre à l'Autriche, sous le slogan, vu l'absence d'aide extérieure : "L'Italia farà da sé!". Cependant, Rome, la Toscane et les Deux-Siciles se désolidarisèrent rapidement du Piémont, tandis que Ferdinand II de Naples fit bombarder les insurgés à Messine, ce qui lui valut le surnom de *Re bomba*. La défaite militaire était inéluctable face à la puissante armée autrichienne, commandée par le maréchal Joseph Radetzky.



*1935, n° 474
Joseph Radetzky*

Charles-Albert de Piémont dut signer l'armistice le 9 août, mais à Venise, Daniele Manin, aidé de Niccolò Tommaseo, proclama la République de Venise, et début 1849, c'est à Rome que la République fut proclamée et le pape Pie IX chassé.



*Italie, 1948, n° 522
Proclamation de la République de Venise*

En mars 1849, le Piémont reprit les hostilités, mais il fut rapidement battu, et Charles-Albert dut abdiquer en faveur de son fils, Victor-Emmanuel II.

L'Autriche sortait ainsi vainqueur de cette longue guerre, mais il restait encore Venise et Rome. Venise ne capitula que le 23 août 1849, tandis que le pape Pie IX rentrait victorieusement à Rome grâce à l'aide d'un corps expéditionnaire français, envoyé par Louis-Napoléon, qui deviendra plus tard l'empereur Napoléon III. Les insurgés romains capitulèrent le 30 juin 1849, malgré une résistance héroïque de Garibaldi sur le Janicule. Malgré l'échec apparent, 1848 était la première étape vers l'unité italienne.



*Italie, 1949, n° 537
100^e anniversaire de la République romaine de 1849*

- En Allemagne, les revendications nationalistes, exprimées en mars, menèrent à l'élection d'un *parlement de Francfort*, dont le but était de réaliser l'unité de l'Allemagne. Ce parlement nomma en juin 1848 l'archiduc Jean d'Autriche, le frère de l'empereur défunt François I^{er}, régent d'Allemagne, et en 1849, il proposa au roi Frédéric-Guillaume IV de Prusse la couronne d'une Allemagne unifiée. Le refus du roi de Prusse signifia la fin des espoirs d'une unification allemande.



*Allemagne, 1998, n° 1819
150^e anniversaire du parlement de Francfort*



1959, n° 903



1984, n° 1602

L'archiduc Jean d'Autriche

Grâce à l'action politique de Schwarzenberg et à l'intervention militaire de Radetzky et Windischgrätz, tout semblait rentré dans l'ordre en 1849. Mais Vienne n'avait rien compris et retomba dans ses anciens errements : le système antérieur, avec un gouvernement absolutiste, centralisateur et conservateur, était pourtant définitivement dépassé.

3. Le règne de l'empereur François-Joseph I^{er} (1848-1916)

François-Joseph avait à peine 18 ans quand il monta sur le trône en 1848. Dès le début, il concentra tous les pouvoirs entre ses mains, assisté par des ministres dociles, une puissante bureaucratie, l'armée, la police et l'Église catholique.

Le nationalisme des minorités était systématiquement étouffé, mais le début de son règne fut quand même une période de prospérité et de progrès économique.

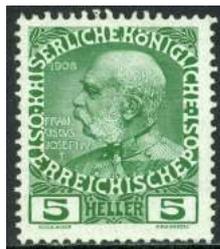


1908, n° 111



1910, n° 129

L'empereur François-Joseph en 1878



1908, n°s 104, 106 & 109



1908, n°s 122, 124 & 127

L'empereur François-Joseph en 1908



1908, n°s 112, 113, 114 & 118

L'empereur François-Joseph



1910, n°s 130, 131 & 132



1908, n° 117



1910, n° 135



2016, n° 3110



1914, n°s 136/137

L'empereur François-Joseph



1916, n°s 148/151



1917, taxe n°s 61/63

L'empereur François-Joseph



2018, F3218

L'empereur François-Joseph et ses armoiries



2011, n° 2734

L'empereur François-Joseph, à l'arrière-plan sur le timbre n° 2734, et à droite sur le bloc



2012, n° F2864

Le 24 avril 1854, il épousa Élisabeth, la deuxième fille du duc de Bavière Maximilien. Universellement connue sous son surnom Sissi, elle eut beaucoup de peine à s'adapter à la très rigide cour de Vienne, et passa une grande partie de son existence à voyager. Elle fut assassinée le 10 septembre 1898 à Genève.



2004, bloc 28

150^e anniversaire du mariage de François-Joseph avec Élisabeth de Bavière

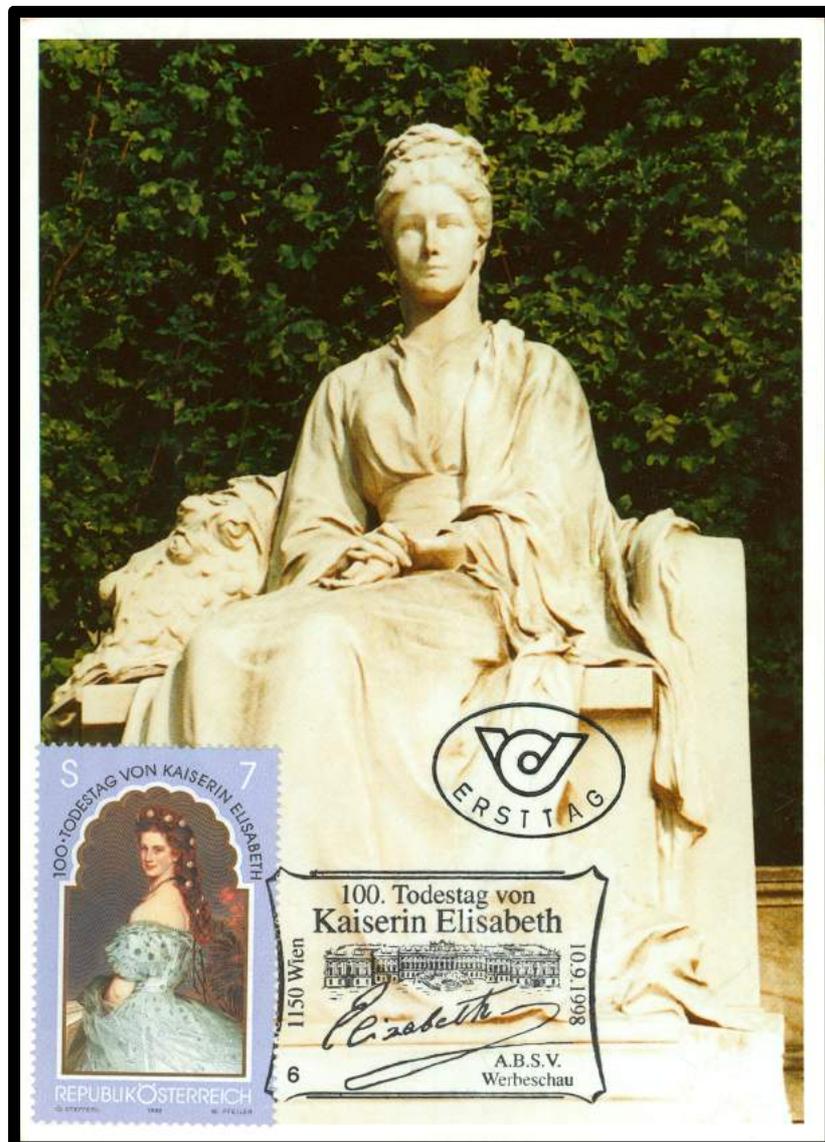


1998, n° 2093



2010, bloc 61

L'impératrice Elisabeth de Bavière (Sissi)



*Carte maximum de 1998 avec le timbre n° 2093
L'impératrice Elisabeth de Bavière (Sissi)*

Les problèmes autrichiens allaient s'accumuler après la guerre de Crimée (1853-1856), où l'Autriche garda une neutralité prudente, froissant ainsi la Russie, qui avait espéré trouver dans l'Autriche un allié.

C'est en Italie que l'Autriche perdit une première fois son prestige. Victor-Emmanuel II, roi de Piémont-Sardaigne, avait fait appel dès 1850 à l'homme qui allait devenir le véritable père de l'unification italienne : Camillo Benso di Cavour.



*Italie, 2010, n° 3147
Camillo Benso di Cavour*

Cavour resta à la tête du gouvernement piémontais presque sans interruption jusqu'à sa mort en 1861. Il s'était donné pour but de faire du Piémont le noyau de l'émancipation et de l'unification de l'Italie. Pour réussir, il avait besoin de l'appui de la France. Il mena des missions diplomatiques incessantes auprès de Napoléon III, qui finirent par avoir du succès : Napoléon promit son aide militaire, en échange de Nice et de la Savoie.

Cavour fit tout pour inciter l'Autriche à déclencher les hostilités, et effectivement, le 27 avril 1859, l'armée autrichienne entra en Italie. Napoléon III tint ses promesses, et envoya son armée en renfort des Italiens. Garibaldi, de son côté, accourut aussi. Il remporta la bataille de San Fermo, tandis que l'armée franco-sarde remporta successivement les batailles de Montebello, Palestro et surtout Magenta, le 4 juin 1859. Après cette dernière victoire, Napoléon III et Victor-Emmanuel II firent une entrée triomphale à Milan.



Bataille de San Fermo



*Italie, 1959, n° 795, 796 & 797
Bataille de Magenta*



Bataille de Palestro

La dernière bataille se déroula le 24 juin 1859, à Solferino. Ce fut encore une victoire franco-sarde, mais cette bataille fut un véritable carnage, avec environ 50.000 morts. C'est pendant cette bataille qu'Henri Dunant, qui était là par hasard, se rendit compte de la nécessité de la création d'une aide internationale pour secourir les victimes en cas de conflits sanglants : ce fut le début de la Croix-Rouge.



*Italie, 2011, n° 3250
Bataille de Solferino*



Italie, 1959, n° 794



Belgique, 1959, n° 1101

*Création de la Croix-Rouge par Henri Dunant
après la sanglante bataille de Solferino*

En même temps, le reste de l'Italie se soulevait également : les souverains de Toscane, Parme et Modène furent chassés, et des gouvernements provisoires, favorables à Victor-Emmanuel II, furent installés. Dès le printemps 1860, le grand-duché de Toscane, les duchés de Parme et de Modène, et la Romagne proclamèrent leur rattachement au royaume de Piémont-Sardaigne, qui avait déjà repris aux Autrichiens la Lombardie, mais qui, pour satisfaire au traité signé avec Napoléon III, dut abandonner la Savoie et Nice à la France.

Pour réussir l'unité italienne, il ne restait donc plus que trois souverains à chasser : le roi des Deux-Siciles, le pape (qui avait déjà perdu une partie de son territoire, la Romagne) et l'empereur d'Autriche, qui gardait encore toujours la Vénétie.

La deuxième perte de prestige eut lieu face à la Prusse. La cause en était l'annexion par le Danemark du Schleswig et du Holstein. La Prusse et l'Autriche s'allièrent pour écraser l'armée danoise en 1864. Le Danemark dut renoncer à ses droits sur ces territoires, et la Prusse reçut en 1865 le Schleswig, l'Autriche le Holstein.



1935, n° 475

L'amiral Wilhelm von Tegetthoff, l'excellent commandant de la marine autrichienne pendant la guerre contre le Danemark en 1864

Mais la Prusse de Bismarck occupa immédiatement militairement le Holstein, engendrant ainsi la guerre avec l'Autriche, son allié de la veille. L'Autriche fut battue à la bataille de Sadowa, en Bohême, le 3 juillet 1866. La Prusse devint ainsi l'élément dominant en Allemagne, dont elle allait réaliser l'unité sous sa suprématie, et l'Autriche perdait définitivement, en plus du Holstein, toute autorité en Allemagne.

La troisième perte de prestige – et de territoire – se situa de nouveau en Italie, qui récupéra la Vénétie en 1866 : l’Autriche était très affaiblie après sa défaite en 1866 à Sadowa face à la Prusse, et les Italiens en profitèrent pour lancer l’attaque. Ce fut une fois de plus Garibaldi qui fonça et qui remporta le 21 juillet 1866 la victoire de Bezzeca. L’Autriche abandonna la Vénétie à Napoléon III, qui s’empressa de la rétrocéder à l’Italie.



Italie, 1986, n° 1078



Italie, 1966, n° 953



Italie, 2011, n° 3252

La bataille de Bezzeca de 1866

Et finalement, il y eut la perte de prestige en Hongrie. Affaiblie après les défaites en Italie et en Allemagne, l’Autriche ressentait la nécessité de parvenir à un accord avec les Hongrois. Du côté hongrois, ce sont deux ministres de la tendance modérée de 1848 qui se firent les artisans de la réconciliation : József Eötvös et Ferenc Deák.



*Hongrie, 2003, bloc 273
Ferenc Deák*

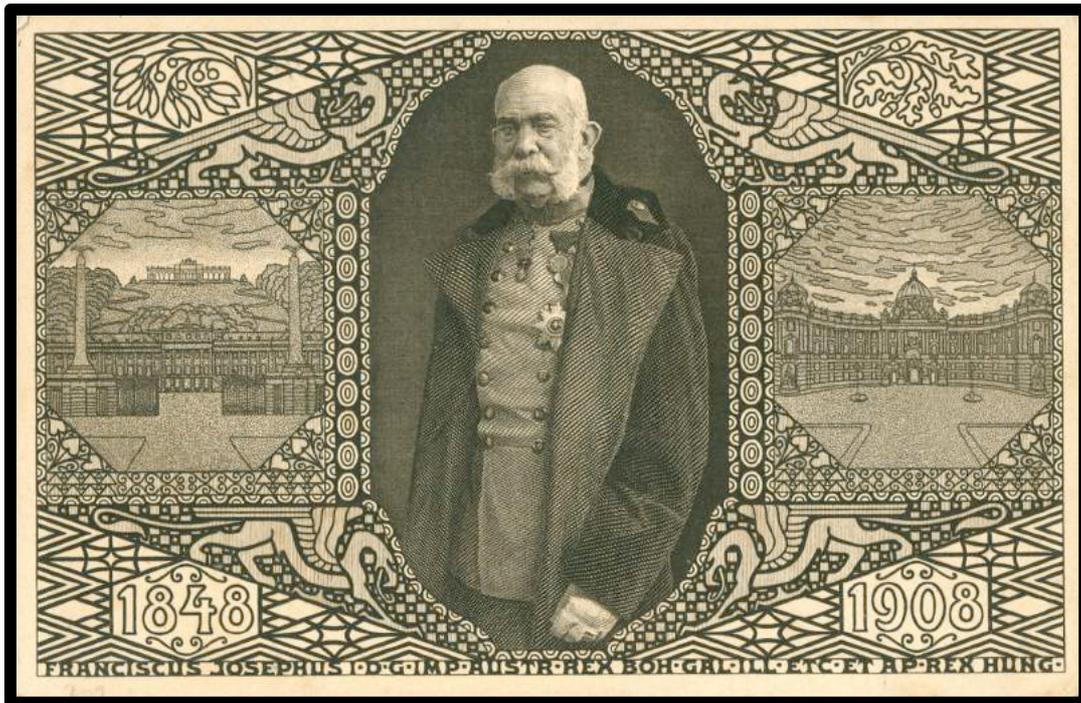


*Hongrie, 1963, n° 1591
József Eötvös*

Le compromis signé le 18 février 1867 était leur oeuvre : ce compromis fut le début de la double monarchie, qui allait durer jusqu’en 1918, sous le nom d’Autriche-Hongrie.

Il s'agissait d'un système d'État composé de deux entités constitutionnellement entièrement distinctes, mais unies sous le sceptre du même souverain : François-Joseph, empereur d'Autriche et roi de Hongrie. Le "roi de Hongrie" exerçait le pouvoir exécutif par l'intermédiaire d'un ministère nommé par lui, mais responsable devant le parlement de Budapest.

Pour les intérêts communs (affaires étrangères, guerre et finances communes), trois ministères communs furent créés, responsables devant un ensemble de deux délégations de 60 membres pris dans les parlements autrichiens et hongrois.



Entier postal d'Autriche de 1908, pour le 60^e anniversaire du règne de François-Joseph I^{er}, empereur d'Autriche et roi de Hongrie

La Hongrie redevenait aussi un état unitaire : la Transylvanie était intégrée au sein de la Hongrie. Les grands perdants étaient les autres minorités ethniques qui dépendaient maintenant soit de Budapest (Croates, Serbes, Slovaques, Roumains), soit de Vienne (Tchèques), et dont le nationalisme allait s'exacerber progressivement.

Les problèmes privés de l'empereur le rendirent progressivement plus sombre et figé dans ses habitudes :

- En 1867, la chute et l'exécution de son frère, Maximilien, l'éphémère empereur du Mexique.
- Son fils et héritier Rodolphe se suicida le 30 janvier 1889 avec sa maîtresse Maria Vetsera, à Mayerling.
- En 1889, l'archiduc Jean entra en conflit avec l'empereur, renonça à tous ses titres, et continua sa vie en simple citoyen sous le nom de Jean Orth.
- Le 10 septembre 1898, l'impératrice Sissi était assassinée à Genève.

L'Autriche garda la neutralité pendant la guerre franco-prussienne de 1870-1871. Elle était arrivée à un étonnant degré de routine, où la bureaucratie régnait, et où toute critique était considérée comme un crime de lèse-majesté. Des ministres, parlementaires et fonctionnaires serviles et dociles se contentaient de "faire fonctionner cet immobile système", sans se rendre compte que le monde changeait. Deux partis s'alternaient à la tête du gouvernement : les centralisateurs, de tendance libérale et laïque, et les fédéralistes, de tendance aristocratique et catholique.

En 1888, une troisième voie vit le jour : le Parti social-démocrate d'Autriche (S.P.Ö.), parti de gauche, fondé par Victor Adler, qui en garda la présidence jusqu'à sa mort en 1918. Ce parti allait jouer plus tard un grand rôle dans l'histoire moderne de l'Autriche.



*1978, n° 1418
Victor Adler*

Mais le grand problème restait celui des innombrables nationalités.

En Hongrie, il y avait une certaine stabilité après 1867, surtout parce que l'opposition était fortement divisée, et donc impuissante. Le problème majeur auquel les gouvernements successifs étaient confrontés restait celui des minorités ethniques. Surtout en Slovaquie, en Croatie et en Transylvanie, ces minorités étaient soumises à une magyarisation intense, malgré quelques concessions accordées au compte-gouttes.

En Slovaquie, le peuple refusa d'être soumis à la Hongrie, dont elle faisait intégralement partie. Les leaders slovaques demandèrent l'arbitrage de Vienne, qui fit la sourde oreille. Ils créèrent alors des organisations culturelles, comme la "*Matica*", dont le but était d'entretenir le patriotisme des Slovaques.

Le même problème se dressa en Bohême, que Vienne refusait de reconnaître comme une entité à part. Ici aussi, des organisations culturelles, comme le "*Sokol*", entretenirent la flamme du patriotisme tchèque.



*Slovaquie, 2013, n° 622
La "Matica" slovaque*



*République Tchèque, 2012, n° 629
150^e anniversaire du mouvement Sokol*

A la fin du 19^e siècle, deux personnages allaient s'imposer, l'un en Slovaquie, Andrej Hlinka (1864-1938), l'autre à Prague, Tomáš Garrigue Masaryk (1850-1937). Tous deux occupèrent une place prépondérante dans leurs pays respectifs dont ils allaient dominer la politique pendant l'entre-deux-guerres, mais ils s'étaient déjà profilés à la fin du 19^e siècle.



*Tchécoslovaquie, 1991, n° 2890
Andrej Hlinka*



*Tchécoslovaquie, 1937, n° 332
Tomáš Masaryk*

Mais c'est dans les Balkans que naquit l'incendie qui allait détruire l'Empire autrichien. Après la guerre d'indépendance de la Bulgarie, qui avait vaincu les Turcs avec l'aide de la Russie, l'Empire ottoman, aux abois, demanda l'ouverture de négociations de paix. Celles-ci s'ouvrirent à San Stefano, tout près de Constantinople. Le traité de paix de San Stefano fut signé le 3 mars 1878. L'Empire ottoman reconnaissait l'indépendance de la Serbie, de la Roumanie et du Monténégro, et acceptait la création de la Principauté de Bulgarie.



*Bulgarie, 2008, n° 4172
130^e anniversaire du traité de San Stefano*

Mais les clauses du traité parurent inadmissibles à l'Angleterre et à l'Autriche-Hongrie, qui craignaient l'installation d'un protectorat russe sur l'ensemble des Balkans. La Russie, isolée, dut accepter une révision du traité à la conférence de Berlin, qui se tint pendant l'été de 1878 sous la présidence de Bismarck. Le nouveau traité de Berlin fut signé le 13 juillet 1878, et était nettement moins favorable à la Bulgarie. L'Autriche recevait l'administration provisoire sur la Bosnie-Herzégovine, qui restait officiellement turque.

Mais pour contrecarrer la mainmise de plus en plus nette de la Russie sur les Balkans, l'Autriche procéda en 1908 à l'annexion pure et simple de la Bosnie-Herzégovine.

Dès 1879, des timbres furent émis en Bosnie, représentant d'abord les armoiries de la Bosnie, ensuite, à partir de 1906, des paysages bosniaques.



1879, n° 4



1894, n° 8A



1900, n° 17



1905, n° 28

Timbres de Bosnie sous administration autrichienne. Armoiries de la Bosnie



1906, n°s 36, 42 et 41

Timbres de Bosnie de la série "paysages" de 1906

Il y eut ensuite les deux guerres balkaniques. La première, en 1912, opposa les alliés de la Ligue balkanique (la Grèce, la Bulgarie, le Monténégro et la Serbie) à la Turquie, qui fut nettement battue. Mais il y eut rapidement, après la victoire, une discorde dans la Ligue balkanique, accompagnée d'un renversement des alliances. En 1913 eut lieu la deuxième guerre balkanique, entre la Bulgarie et les alliés de la veille. Cette fois-ci, la Bulgarie fut battue.

Pendant ce temps, la tension montait en Bosnie, où l'élément serbe de la population n'acceptait pas l'occupation par l'Autriche, et voulait le rattachement de la Bosnie à la Serbie. L'héritier du trône d'Autriche, l'archiduc François-Ferdinand, fut envoyé en Bosnie pour superviser les manoeuvres militaires, mais son assassinat à Sarajevo, le 28 juin 1914, mit le feu aux poudres : L'Autriche-Hongrie, soutenue par l'Allemagne de Guillaume II, déclara la guerre à la Serbie, qu'elle considérait comme responsable de l'attentat. La Serbie fit appel à ses alliés, la Russie, la France et la Grande-Bretagne : ce fut le début de la première guerre mondiale.

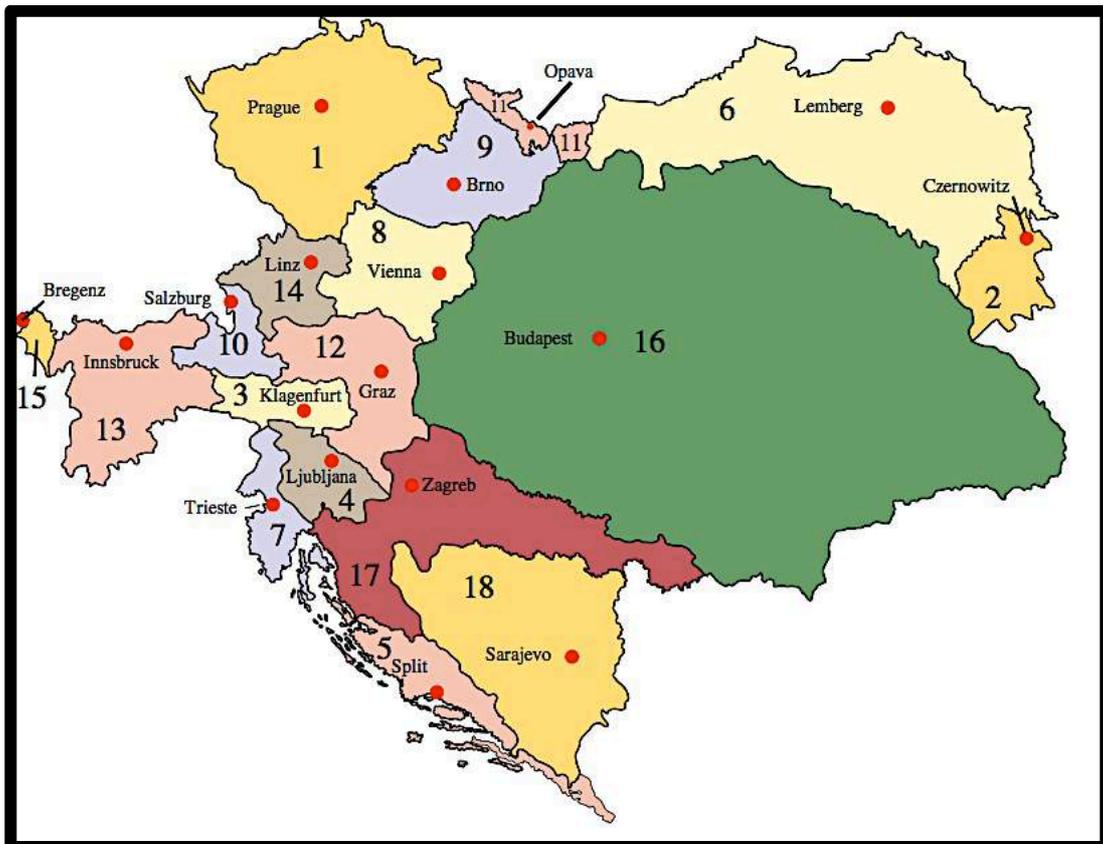


*Bosnie-Herzégovine, 1917, n°s 118 & 119
L'archiduc François-Ferdinand et son épouse*



2014, n° F2976

100^e anniversaire de l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand et de son épouse à Sarajevo le 28 juin 1914



Les territoires autrichiens à la veille de la première guerre mondiale.

(Extrait de http://fr.wikipedia.org/wiki/Histoire_de_l'Autriche)

- 1. Bohême; 2. Bucovine; 3. Carinthie; 4. Carniole; 5. Dalmatie; 6. Galicie et Lodomérie;
- 7. Littoral autrichien; 8. Basse Autriche; 9. Moravie; 10. Salzbourg; 11. Silésie autrichienne;
- 12. Styrie; 13. Tyrol; 14. Haute Autriche; 15. Vorarlberg;
- 16. Hongrie; 17. Croatie-Slavonie; 18. Bosnie-Herzégovine

4. La première guerre mondiale (1914-1918)

Dans cette guerre, l'Autriche-Hongrie avait pour alliés l'Allemagne, la Bulgarie et la Turquie, tandis que de l'autre côté se rangeaient les armées de Serbie, du Monténégro, de France, de Grande-Bretagne, d'Italie à partir de 1915, des États-Unis à partir de 1917 et de la Russie jusqu'à la fin de 1917.

L'Autriche, croyant à la victoire, fit connaître ses revendications : une tutelle sur presque tous les Balkans (Serbie, Monténégro, Albanie) et l'annexion d'une partie de la Pologne.

Le grand problème pour l'Autriche-Hongrie, après son entrée en guerre, était l'étendue de son Empire : les armées autrichiennes durent se disperser d'abord sur deux fronts, ensuite même sur trois fronts.

- Le premier front était dans les Balkans, contre l'armée serbe et monténégrine.
- Le deuxième front était à l'est, contre la Russie.
- Le troisième front était dans le nord de l'Italie, à partir de l'entrée en guerre de ce pays en 1915.



Infanterie



Cavalerie



Artillerie



Marine



Aviation

1915, n°s 138/142

Le chef d'État-major des armées austro-hongroises était le maréchal Franz Conrad von Hötzendorf, jusqu'à son remplacement en février 1917. Militaire de la vieille école, très éloigné des réalités et des détails matériels, son peu de considération pour les besoins des troupes est l'une des causes des énormes pertes humaines sur ces fronts. Il était en plus en désaccord perpétuel avec l'État-major allemand.



1935, n° 476

Le maréchal Franz Conrad von Hötzendorf

5. Les timbres-poste de 1848 à 1918

Les premiers timbres autrichiens datent du 1^{er} juin 1850. L'unité monétaire était 1 Gulden (florin) = 60 Kreuzer, à partir de 1858 1 Gulden = 100 Kreuzer. Ils avaient cours dans tous les territoires autrichiens. Ce n'est qu'en Lombardie-Vénétie, où les mêmes timbres étaient employés, que l'unitaire monétaire était différente : 1 lira = 100 centesimi, et à partir de 1858 1 fiorino = 100 soldi.



Premiers timbres autrichiens



*Mêmes timbres, pour usage en Lombardo-Vénétie
(fac-similés)*

Il fallut attendre 1858 pour voir la deuxième émission autrichienne : des timbres avec le profil de l'empereur tourné vers la gauche, en relief. Une troisième émission suivit en 1861, toujours avec le profil impérial en relief, mais maintenant tourné vers la droite.

Une nouvelle émission fit le jour en 1863, représentant les armoiries de l'Autriche.



Timbres de l'émission de 1858



Timbre de l'émission de 1861



Timbre de l'émission de 1863

(fac-similés)

À partir de la constitution de la double monarchie Autriche-Hongrie, des nouveaux timbres furent émis, à l'effigie de l'empereur. Ces timbres eurent également cours en Hongrie jusqu'en 1871, quand ce pays commença à émettre ses propres timbres.

Ces timbres existent en une première impression très grossière (1867-74) et une deuxième impression nettement plus fine (1874-84). Ils existent en différentes dentelures.





Timbres de 1867-1884 (fac-similés)

Une nouvelle série fut employée à partir de 1883, avec le montant de l'affranchissement au milieu des armoiries de l'Autriche.



Timbres de 1883

Entre 1890 et 1908, un même type de timbres fut systématiquement employé : le profil de l'empereur tourné à gauche (sauf sur les grandes valeurs, où le profil est à droite). Il y eut plusieurs émissions, se distinguant par la couleur de la valeur faciale, le papier (avec ou sans fils de soie), l'emploi de lignes obliques brillantes sur les timbres (procédé supplémentaire contre la falsification et le réemploi).

Fin 1899 fut introduite la nouvelle unité monétaire : 1 Krone = 100 Heller.



Timbres de 1890 à 1906. À partir de fin 1899, en Heller et Krone

Les premières émissions commémoratives (60^e anniversaire du règne de François-Joseph en 1908 et 80^e anniversaire de l'empereur en 1910) commencèrent en 1908.

Pendant la guerre de 1914-18, des timbres spéciaux pour la poste de campagne furent émis à partir de février 1915. Ils portent la mention "K.u.K. Feldpost" (= *Kaiserliche und Königliche Feldpost*). Les premiers étaient des timbres de Bosnie surchargés "K.u.K. Feldpost", ensuite des timbres à l'effigie de François-Joseph avec la mention "K.u.K. Feldpost", et après la mort de celui-ci, des timbres à l'effigie du nouvel empereur Charles I^{er}, à partir de 1917, avec la même mention. Trois timbres furent également émis en 1918 avec soit l'empereur, soit son épouse l'impératrice Zita.



Timbres de la K.u.K. Feldpost avec l'effigie de François-Joseph



Timbres de la K.u.K. Feldpost avec l'effigie de Charles I^{er} et son épouse

À partir de 1916, des timbres de la poste de campagne furent émis spécifiquement pour les régions occupées : la Serbie à partir de fin 1914, la Roumanie et le Monténégro à partir de 1917 et l'Italie à partir de 1918. La raison principale de ces timbres est l'emploi d'une autre monnaie dans ces territoires.



Timbres de la K.u.K. Feldpost spécifiques pour la Serbie



Timbres de la K.u.K. Feldpost spécifiques pour le Monténégro



Timbres de la K.u.K. Feldpost spécifiques pour la Roumanie (bani et lei)



Timbres de la K.u.K. Feldpost spécifiques pour l'Italie (centesimi et lire)



Timbres de la K.u.K. Feldpost spécifiques pour la Bosnie

V. De 1918 à 1945

1. La République d'Autriche allemande (1918-1919)

À la fin du mois d'octobre 1918, l'empereur Charles I^{er} dut assister impuissant à l'écroulement de la double monarchie et au démembrement de son empire :

- Le 28 octobre 1918, l'indépendance de la Bohême fut officiellement proclamée à Prague. Deux jours plus tard, le 30 octobre, la Slovaquie donna officiellement son accord pour l'union avec la Bohême : la Tchécoslovaquie était née.

- À Budapest, Mihály Károlyi, le leader indépendantiste, avait constitué un Conseil national orienté à gauche, militant en faveur de la paix et de l'indépendance totale de la Hongrie. Dans la nuit du 29 au 30 octobre 1918, le dernier gouvernement de l'empereur – qui était en Hongrie le roi Charles IV - remit le pouvoir à ce Conseil national : cela signifiait la fin de la double monarchie.

- Le 29 octobre, l'indépendance de la Croatie était proclamée, et l'État des Slovènes, des Croates et des Serbes était instauré : ce fut le noyau de la future Yougoslavie.

- La Pologne devint officiellement indépendante le 11 novembre 1918, avec la signature de l'armistice entre les Alliés et l'Allemagne.

- En décembre, les chefs de la minorité roumaine de Transylvanie, qui était déjà occupée par les troupes roumaines, proclamèrent le rattachement de la Transylvanie à la Roumanie.



*Le démembrement de l'Autriche-Hongrie après la première guerre mondiale
(Extrait de http://upload.wikimedia.org/wikipedia/commons/6/63/Österreich-Ungarns_Ende.png)*

En Autriche même, les députés germanophones s'étaient réunis dès le 21 octobre 1918 dans le but de remplacer la monarchie par une république allemande.

Malgré le fait que l'empereur refusa d'abdiquer, ces députés proclamèrent le 12 novembre 1918 la République de l'Autriche allemande (*Republik Deutschösterreich*). Un gouvernement de coalition fut choisi, avec Karl Renner comme chancelier, Jodok Fink comme vice-chancelier, Otto Bauer aux Affaires étrangères et Ferdinand Hanusch aux Affaires sociales.



Karl Renner



Armoiries



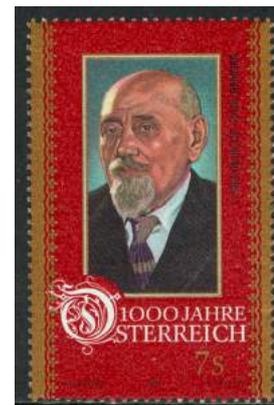
Constitution

*1968, n°s 1103/1105
50^e anniversaire de la première république*



1993, n° 1941

75^e anniversaire de la première république



1996, n° 2029

Karl Renner



1979, n° 1443

Jodok Fink



1981, n° 1508

Otto Bauer



1973, n° 1254

Ferdinand Hanusch

Les négociations de paix, menées entre les alliés et les représentants de la nouvelle république autrichienne, se terminèrent avec le traité de Saint-Germain-en-Laye, signé le 10 septembre 1919. Ce traité consacrait le démantèlement de l'ancien Empire des Habsbourg, qui était remplacé par une demi-douzaine d'États successeurs selon le principe, posé dans le 9^e des 14 points du président américain Woodrow Wilson, du “*droit des peuples à disposer d'eux-mêmes*”. Le traité entra en vigueur le 16 juillet 1920. Lorsque l'on demanda à Georges Clémenceau ce que serait l'Autriche après ce démembrement, il répondit “L'Autriche ? Ce sera ce qui reste...”.

Le Tyrol méridional fut perdu en faveur de l'Italie. Les deux seules minuscules compensations qu'obtint l'Autriche furent ceux de la Carinthie et du Burgenland.

Le Burgenland, constitué de quatre districts germanophones de l'ancien royaume de Hongrie, était accordé à l'Autriche, ce qui fut confirmé par les Alliés le 28 août 1921. L'Autriche parvint également à faire accepter que le sort de la Carinthie fasse l'objet d'un référendum.



1961, n° 938



1971, n° 1199



1996, n° 2022



2011, n° 2794

40^e, 50^e, 75^e et 90^e anniversaire du rattachement du Burgenland à l'Autriche

Mais l'Autriche se vit refuser catégoriquement le droit d'intégrer, comme le souhaitait une grande partie de sa population, la nouvelle République d'Allemagne.

2. Le référendum de Carinthie

Si la Carinthie, disputée entre l'Autriche et la future Yougoslavie, fit l'effet d'un référendum, c'était surtout à cause de la position peu confortable de cette dernière : l'Italie, qui revendiquait la côte dalmate, faisait tout pour contrecarrer l'État des Croates, des Serbes et des Slovènes, et se rangea donc au côté de l'Autriche.

Les Yougoslaves réclamaient une partie de la Styrie, avec Marburg (Maribor) et toute la Carinthie, avec sa capitale Klagenfurt, parce qu'il y avait dans ces territoires une minorité slovène. Les Yougoslaves s'étaient déjà emparés de Klagenfurt en novembre 1918, dans l'espoir de créer un situation de fait accompli.

Après de longues négociations, il fut décidé le 6 avril 1919 par les alliés que Marburg en Styrie irait à la Yougoslavie, et la Carinthie à l'Autriche, sauf si un plébiscite démontrerait le contraire.

Pour l'organisation de ce plébiscite, la Carinthie fut divisée en deux parties : la zone méridionale A où l'on supposait une majorité slovène, et la zone septentrionale B, avec Klagenfurt, où la majorité était germanophone. En attendant ce plébiscite, l'administration de la zone A irait à la Yougoslavie, celle de la zone B à l'Autriche. Il fut cependant stipulé que le plébiscite se tiendrait d'abord dans la zone A, et qu'en cas de victoire autrichienne, la zone B irait automatiquement à l'Autriche.

Malgré une mauvaise foi évidente, surtout de la part des Yougoslaves, le plébiscite put être tenu, comme convenu seulement dans la zone A, le 10 octobre 1920. Ce fut un succès autrichien : 22 025 voix pour l'Autriche contre 15 278 pour la Yougoslavie.

Vainqueur en zone A, l'Autriche recevait donc automatiquement aussi la zone B. C'était son premier succès après deux années d'échecs, de brimades et d'humiliations.

En attendant ce résultat, des timbres furent émis dans les deux zones.

- En zone A, six timbres pour journaux de Slovénie furent surchargés en septembre et octobre 1920 avec la surcharge "K.G.C.A." (*Koruska Glasovilna Cona A*, = Carinthie Commission Gouvernementale zone A).



1920, la série yougoslave du plébiscite carinthien

- En zone B, 19 timbres furent émis le 16 septembre 1920. Ce sont des timbres autrichiens surchargés “*Kärnten Abstimmung*” (= Plébiscite de Carinthie).

Dans les deux zones, ces timbres étaient vendus au triple de leur valeur faciale. Le bénéfice allait au fonds de soutien du plébiscite.



1920, la série autrichienne du plébiscite carinthien

Il y eut encore une émission de timbres qui émanait d'une initiative privée : le docteur Brunnelechner, de Graz, fit imprimer une série de timbres à des fins de propagande pour l'Autriche. Ces timbres ne furent pas reconnus. Il en existe deux tirages : un premier tirage de 100 séries était d'excellente qualité, un deuxième tirage de 5 000 séries était d'une qualité plus que médiocre.



1920, la série émise à l'initiative privée du Dr. Brunnelechner de Graz



Les deux tirages des timbres privés du Dr. Brunnlechner.

À gauche, le premier tirage, de bonne qualité ; à droite le deuxième tirage, de qualité très médiocre

L'Autriche a commémoré le rattachement de la Carinthie, seul succès de l'après-guerre, par de nombreuses émissions.



1950, n°s 788/790



1960, n° 923

1970, n° 1171

1995, n° 2000

30°, 40°, 50° et 75° anniversaire du plébiscite carinthien

3. De la démocratie à l'Anschluss (1919-1938)

La République d'Autriche allemande avait été proclamée fin 1918, mais la signature du traité de Saint-Germain-en-Laye le 10 septembre 1919, suivie de sa ratification le 21 octobre 1919, impliquait le renoncement définitif de l'union avec l'Allemagne : le pays dut abandonner son nom de République d'Autriche allemande pour reprendre celui – plus simple - de République d'Autriche.

Cependant, les timbres du pays furent émis jusqu'en 1921 avec la mention “*Deutschösterreich*” !



1918-1921, timbres avec la mention “Deutschösterreich”

L'installation de la démocratie dans un pays humilié et amoindri, en proie à une grave crise économique et financière, n'était pas facile. Deux grands partis se disputaient les voix des électeurs : à droite, le parti social-chrétien, et à gauche, le parti social-démocrate.

Le grand danger pour la jeune démocratie autrichienne était cependant l'existence d'organisations paramilitaires, véritables milices qui ne reculaient pas devant les affrontements musclés et la violence. Elles étaient constituées d'anciens soldats, de chômeurs et de nostalgiques d'un passé glorieux. À droite, il s'agissait des “Heimwehren”, dont la sympathie ira progressivement vers le nazisme allemand. À gauche, c'était le “*Republikanischer Schutzbund*”.

L'Autriche étant devenue une république, il fallait un président. Celui-ci avait surtout un rôle représentatif, avec des pouvoirs très restreints.

Le premier président était Karl Seitz. Homme de gauche, il occupa la présidence de mars 1919 à décembre 1920. Il fut ensuite le maire de Vienne, où le parti social-démocrate était toujours majoritaire, de 1923 à 1934.



1994, n° 1962

Karl Seitz, premier président d'Autriche, de 1919 à 1920

Le deuxième président était Michael Hainisch. N'appartenant à aucun parti, il occupa la présidence pendant deux mandats, de 1920 à 1928.



1928, n°s 374/377

Michael Hainisch, deuxième président d'Autriche, de 1920 à 1928

Son successeur fut Wilhelm Miklas, membre du parti social-chrétien. Il occupa la présidence jusqu'à l'Anschluss en mars 1938.



1930, n°s 393/398

Wilhelm Miklas, troisième président d'Autriche, de 1928 à 1938

Le vrai pouvoir était exercé par le gouvernement, à la tête duquel se trouvait le chancelier. Pendant la première décennie de l'Autriche républicaine, le chancelier le plus remarquable fut Ignaz Seipel.



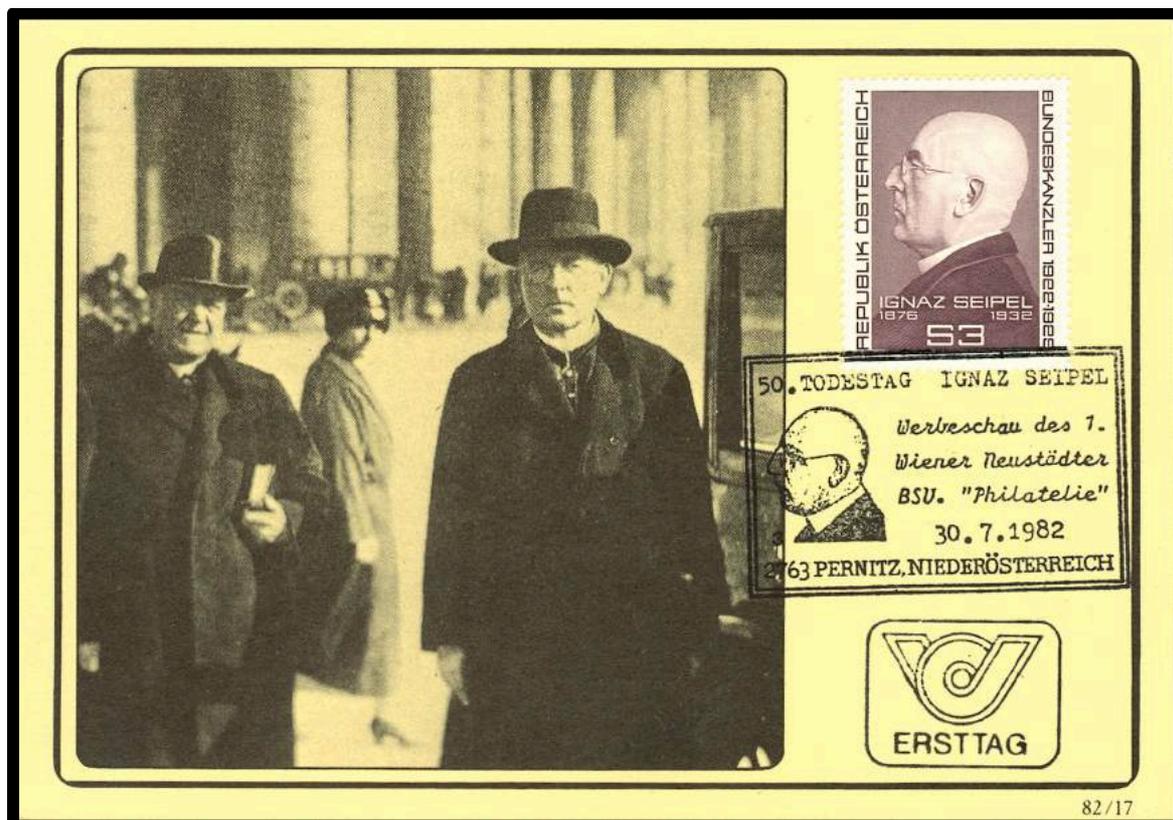
1932, n° 419



1982, n° 1542

Ignaz Seipel, chancelier d'Autriche de 1922 à 1924 et de 1926 à 1929

Intransigent et manquant de souplesse, mais intelligent et pragmatique, ce prêtre social-chrétien parvint à redresser l'état désastreux des finances. Il fut une première fois chancelier entre 1922 et 1924, et reprit le pouvoir de 1926 à 1929. Pendant ce deuxième terme eurent lieu à Vienne des sanglantes émeutes entre les milices de droite et de gauche, qui amenèrent Seipel à suivre une politique plus dure et plus répressive, favorisant les tendances nationalistes autrichiennes.



*Carte maximum de 1982 avec le timbre n° 1542
Ignaz Seipel*

À Seipel succédèrent quelques chanceliers de moindre importance, comme Streeruwitz, Schober, Vaugoin, Ender et Buresch, mais tout changea lorsque le 6 mai 1932, le social-chrétien Engelbert Dolfuss fut chargé de constituer le nouveau cabinet.



1934, n° 459



1936, n° 484

Le chancelier Engelbert Dolfuss



1935, n° 460

Ses deux ennemis étaient à gauche les sociaux-démocrates, et à l'extrême-droite, le parti nazi autrichien, qui voulait l'intégration de l'Autriche dans un ensemble germanophone dirigé par Hitler.

La confrontation avec la gauche était inévitable. Le 12 février 1934 éclata une véritable guerre civile, faisant entre 1 500 et 2 000 morts et engendrant une répression très dure, avec la condamnation à mort et l'exécution des leaders du "Schutzbund" (la milice de gauche).



1984, n° 1595

50^e anniversaire de la guerre civile du 12 février 1934

Dolfuss, prenant Mussolini pour exemple, demanda les pleins pouvoirs et créa un État autrichien corporatif et autoritaire. Il supprima le droit de grève et de réunion, introduisit la censure et gouverna par décrets : c'était "l'austrofascisme". Le parti social-démocrate et le parti communiste furent déclarés hors-la-loi.

Le parti nazi fut interdit lui aussi, entra dans la clandestinité, et parvint à faire assassiner Dolfuss le 25 juillet 1934. Les nazis autrichiens essayèrent de prendre le pouvoir par la force, mais leur coup d'État échoua. Kurt von Schuschnigg prit la succession de Dolfuss et continua sa politique. Hitler ne se sentait pas encore assez puissant pour intervenir.

Mais ce n'était que partie remise, car en 1938, Hitler, à l'apogée de sa puissance, somma Schuschnigg d'accepter l'intégration de l'Autriche dans le Reich allemand. Schuschnigg essaya encore de retarder cette annexion par un référendum, mais celui-ci ne put être organisé. Le 12 mars 1938, l'armée allemande entra en Autriche, et Hitler annonça "l'Anschluss" de l'Autriche à l'Allemagne.

Hitler avait vu juste : la France et le Royaume-Uni ne protestèrent que très mollement contre cette annexion, qui fut ratifiée en Autriche par un plébiscite tenu le 10 avril 1938, où... 99,75% des Autrichiens votèrent pour le rattachement au Reich. L'Autriche cessait d'exister.



1938, n° 1742

50^e anniversaire de l'Anschluss, qui signifiait la fin de l'Autriche

4. L'Autriche partie du Reich allemand (1938-1945)

Les timbres allemands montrèrent régulièrement des paysages et des sites autrichiens, pour bien souligner que l'Autriche était une partie intégrante du Reich.



Braunau am Inn



Le Belvédère de Vienne



Statue du Prince Eugène à Vienne



Graz



Klagenfurt



Salzbourg

1938-1944, Timbres allemands représentant des sites autrichiens

Mais la population autrichienne dut rapidement déchanter : aux espoirs du début succéda le dégrisement. Les arrestations de Juifs et d'adversaires politiques s'accompagnaient de convois vers les camps de concentration de Dachau, de Buchenwald et de Mauthausen.

Lorsque la guerre éclata en 1939, les Autrichiens durent participer à l'effort de guerre allemand, et lorsque les premiers revers eurent lieu, à commencer par Stalingrad, l'état d'esprit de la population autrichienne devenait de plus en plus hostile à l'Allemagne, qui était de plus en plus considérée comme un occupant.

La résistance commença à s'organiser, mais rares furent les Autrichiens qui refusèrent ouvertement de se ranger du côté de l'Allemagne nazie, comme Franz Jägerstätter, qui fut condamné à mort et décapité le 9 août 1943.



*1993, n° 1934
Franz Jägerstätter*

Au printemps 1945, l'Autriche devint elle-même le théâtre d'opérations militaires : l'armée rouge pénétrait dans le pays à l'est, les Britanniques, venant d'Italie, poussaient vers la Carinthie, les Américains entraient au Tyrol, à Salzbourg et en Haute-Autriche, les Français au Vorarlberg.



*1985, n° 1639
40^e anniversaire de la libération*



*2005, n° 2364
60^e anniversaire de la libération
du camp de Mauthausen*

VI. L'Autriche moderne (1945-...)

1. L'occupation par les Alliés

Après la guerre, l'Autriche était un pays occupé. Le territoire autrichien fut partagé entre les puissances alliées :

- La zone française englobait le Vorarlberg et le Tyrol occidental.
- La zone britannique comprenait le Tyrol oriental, la Carinthie et la Styrie.
- La zone américaine était constituée de Salzbourg et de la Haute-Autriche au sud du Danube.
- La zone soviétique comprenait le reste de la Haute-Autriche, la Basse-Autriche et le Burgenland.

La ville de Vienne était elle-même divisée en quatre secteurs d'occupation.



Les zones d'occupation de l'Autriche en 1945

(extrait de http://upload.wikimedia.org/wikipedia/commons/e/e2/Austria_1945-55.png)

La zone rouge est soviétique, la zone verte est britannique, la zone beige est française et la zone bleue est américaine

À partir du 2 mai 1945, le service postal fut remis en service dans la zone contrôlée par les Soviétiques. Des timbres à l'effigie d'Hitler furent surchargés "Österreich".

Le visage d'Hitler n'étant pas suffisamment occulté par cette surcharge, les employés de la poste reçurent l'instruction, à partir du 4 juin, de noircir manuellement le portrait d'Hitler, en attendant l'émission, le 21 juin, d'une nouvelle surcharge officielle plus appropriée.



Mai 1945, n°s 535/538

Surcharge oblique "Österreich" sur timbres allemands à l'effigie d'Hitler



Occultation manuelle du visage d'Hitler

À partir du 21 juin 1945, des nouvelles surcharges plus appropriées furent apposées, occultant maintenant le visage entier d'Hitler.



Juin 1945, n°s 543/552

Nouvelle surcharge sur des timbres allemands à l'effigie d'Hitler.

Il y a deux types de surcharge pour le n° 543. Les grandes valeurs (1, 2, 3 et 5 Mark, les n°s 549/552) furent préparées, mais ne furent pas mises en circulation)

Le 22 mai 1945, à Graz, une surcharge locale fut apposée sur la série allemande à l'effigie d'Hitler (23 timbres), pour usage en Styrie, alors occupée par les troupes soviétiques. Il furent employés jusqu'à ce que la conférence de Potsdam inclut cette région dans la zone britannique.



22 mai 1945, exemples de la surcharge locale de Graz

Ce n'est qu'à partir de juillet 1945 que l'administration soviétique émit une série définitive de 23 timbres, représentant les armoiries de l'Autriche.



Juillet - novembre 1945, exemples de timbres de la série définitive pour la zone soviétique

À partir du 4 juillet 1945, le service postal fut remis en service dans la zone contrôlée par les Américains, et à partir du 16 juillet dans les zones contrôlées par les Britanniques et les Français.



Jun – novembre 1945, timbres émis par le Bureau of Engraving and Printing de Washington, pour usage dans les zones américaine, britannique et française

Ce n'est qu'à partir du 24 novembre 1945 que l'Autriche recommença à émettre ses propres timbres. Une des premières émissions fut pour souligner l'aversion du pays envers l'idéologie nazie : " Niemals vergessen"...



1946, n°s 638/645

Exposition à Vienne contre le fascisme : "Niemals Vergessen"

Deux valeurs supplémentaires avaient été préparées par l'administration postale autrichienne, mais elles ne furent pas acceptées par les autorités d'occupation et ne furent donc pas émises.



Les deux valeurs non émises (fac-similés)

2. Les premières années de la deuxième République (1945-1955)

Dès le printemps 1945, la vie politique redémarra en Autriche. Les partis politiques recommençaient à s'organiser, et deux partis allaient dominer l'après-guerre :

- Le parti populaire autrichien (Ö.V.P.), de centre-droit. Les grands noms en étaient Julius Raab et Leopold Figl.
- La parti socialiste d'Autriche (S.P.Ö), de centre-gauche, qui fut recréé, avec surtout Karl Renner, Adolf Schärf et Oskar Helmer.

Et, pour la première fois, ces deux partis étaient prêts à collaborer dans le gouvernement aussi bien du pays que des "Länder". Un gouvernement provisoire de coalition (Ö.V.P., S.P.Ö et communistes) fut formé, dirigé par Karl Renner, qui proclama le 27 avril 1945 le rétablissement de la République démocratique d'Autriche.



*1955, n°s 845/849
10^e anniversaire de la deuxième République*

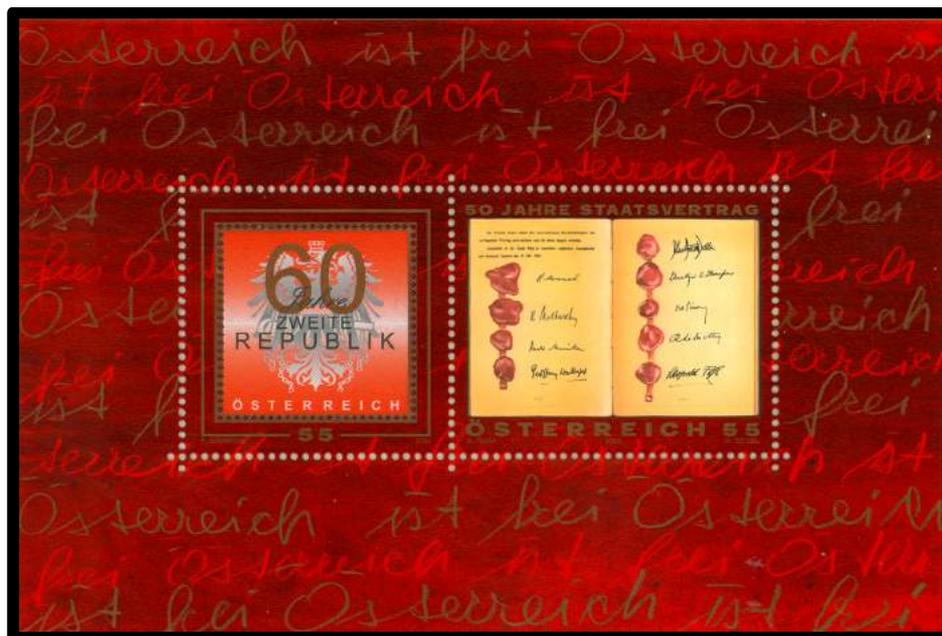


1975, n° 1314



1995, n° 1981

30^e et 50^e anniversaire de la deuxième République



2005, bloc 33

60^e anniversaire de la deuxième République

Des élections eurent lieu le 25 novembre 1945, qui furent un succès pour l'Ö.V.P. Son leader, Leopold Figl, devint chancelier (chef du gouvernement), tandis que le vieux Karl Renner reçut le titre plus honorifique de président de la République.



1948, n° 763



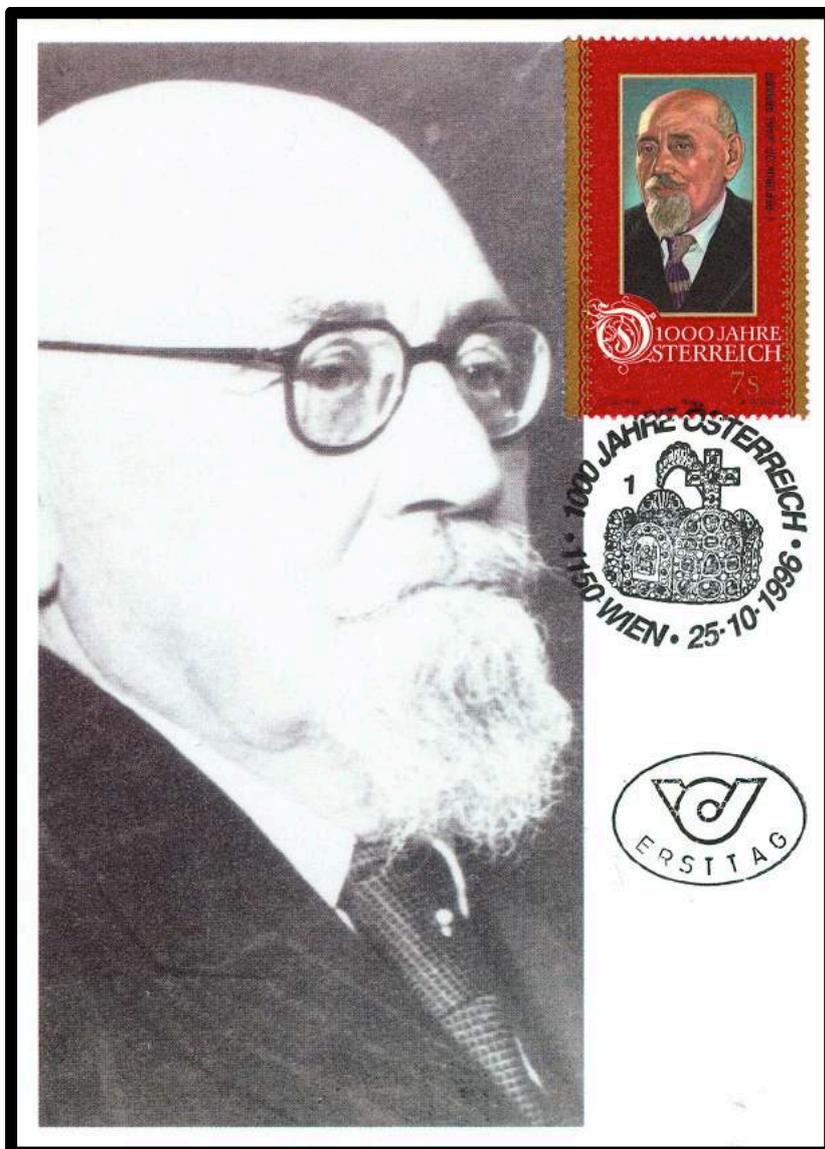
1951, n° 793
Karl Renner



1970, n° 1170



1946, n°s 634/637
Karl Renner



Carte maximum de 1996 avec le timbre n° 2029
Karl Renner

La constitution de 1920, dans sa version modifiée de 1929, fut remise en vigueur. Malgré l'occupation par les quatre puissances alliées, l'Autriche entra dans une période de stabilité. En 1946 fut promulguée la loi importante pour l'économie autrichienne de la nationalisation des grandes banques et des industries-clé, comme l'énergie, l'électricité, l'industrie pétrolière, minière et métallurgique.

Outre Leopold Figl, chancelier de 1945 à 1953 et ensuite ministre des Affaires étrangères de 1953 à 1959, il faut mentionner deux politiciens qui ont marqué cette époque :

- Leopold Kunschak (Ö.V.P.), qui fut de 1945 à 1953 le président du *Nationalrat* (la chambre basse du parlement autrichien).
- Oskar Helmer (S.P.Ö.), ministre des Affaires intérieures dans les ministères successifs de 1945 à 1959.



*1970, n°s 1152/1153
25^e anniversaire de la deuxième République.
Le chancelier Leopold Figl et le château du Belvédère de Vienne*

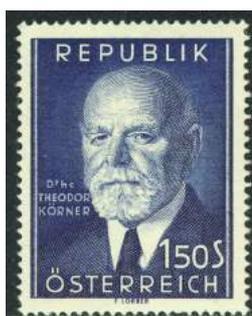


*1978, n° 1398
Leopold Kunschak*



*1987, n° 1735
Oskar Helmer*

Le président Renner étant décédé le 31 décembre 1950, c'est le socialiste (S.P.Ö.) Theodor Körner qui lui succéda à la tête de l'État. Il fut président de 1951 jusqu'à sa mort en 1957.



1953, n° 819



1957, n° 864

Le président Theodor Körner



1973, n° 1241

C'est sous la présidence de Körner que fut signé à Vienne le 15 mai 1955 le traité d'État autrichien. Ce traité, signé entre les forces occupantes alliées et le gouvernement autrichien, confirmait officiellement le rétablissement d'une Autriche indépendante et démocratique.



1955, n° 850



1980, n° 1471

Le traité d'État autrichien de 1955



1996, n° 2031

L'Autriche étant ainsi redevenue un pays indépendant à part entière, rien ne s'opposait plus à son admission aux Nations-Unies, ce qui fut réalisé le 14 décembre 1955. Quelques mois plus tard, le 16 avril 1956, l'Autriche adhéra au Conseil de l'Europe.



1956, n° 858



1965, n° 1032

Admission de l'Autriche aux Nations-Unies, et 10^e et 30^e anniversaire de cette admission



1985, n° 1646



1986, n° 1671

30^e anniversaire de l'adhésion de l'Autriche au Conseil de l'Europe

3. La République actuelle (1955-...)

Les présidents suivants furent les S.P.Ö. Adolf Schärff, de 1957 à 1965, Franz Jonas, de 1965 à 1974, et ensuite le sans parti Rudolf Kirchschräger de 1974 à 1986.



1960, n° 916



1965, n° 1014

Le président Rudolf Schärff



1969, n° 1137



1974, n° 1287

Le président Franz Jonas



1980, n° 1464

Le président Rudolf Kirchschräger

Deux des politiciens les plus marquants de cette époque furent Julius Raab (Ö.V.P.) et Bruno Kreisky (S.P.Ö).

Julius Raab fut chancelier de 1953 à 1961. Il dirigea le gouvernement sous les présidents Körner et Schärff, et mena les négociations qui aboutirent à la signature du traité d'État de 1955.



1981, n° 1519

Le chancelier Julius Raab



1991, n° 1875

Bruno Kreisky fut chancelier de 1970 à 1983, sous les présidents Jonas et Kirchschräger. Il parvint à imposer d'importantes réformes libérales dans une Autriche qui était encore marquée par le conservatisme et la tradition catholique. Il joua également un rôle important dans les affaires internationales.

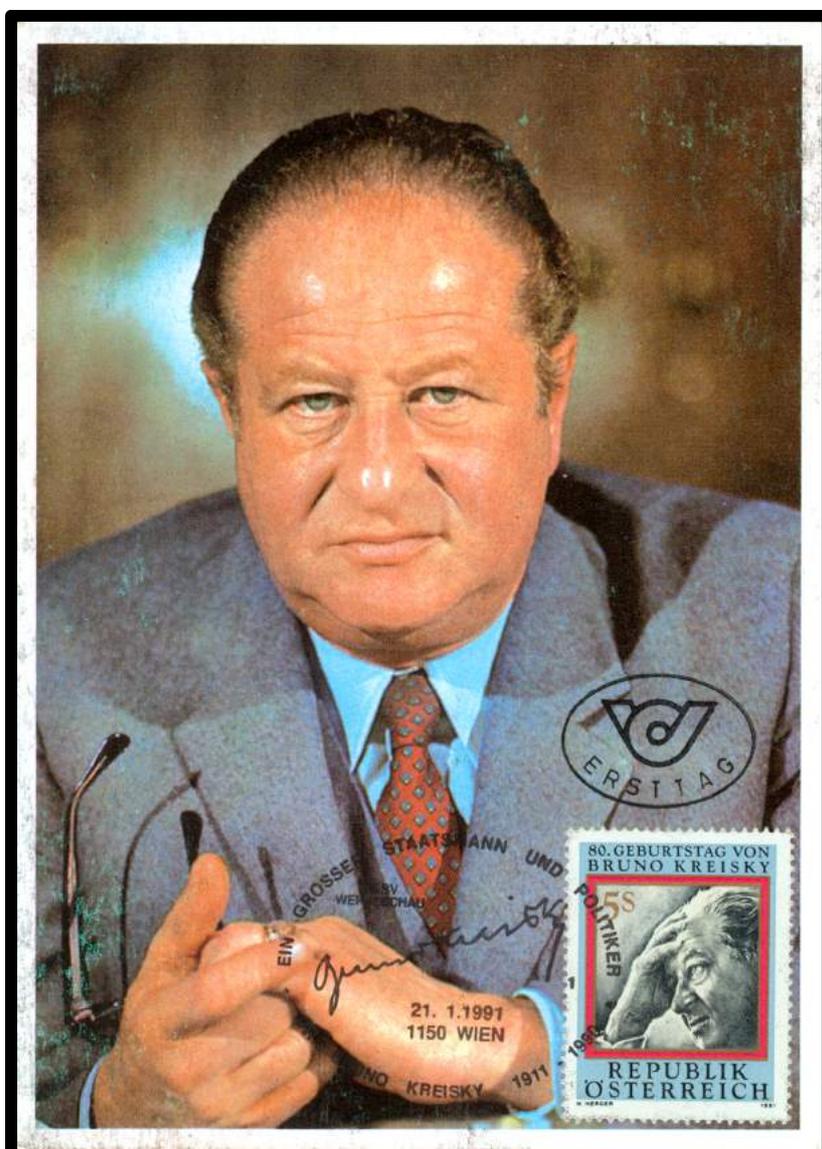


1991, n° 1845



2011, n° 2737

Le chancelier Bruno Kreisky



*Carte maximum de 1991 avec le timbre n° 1845
Le chancelier Bruno Kreisky*

Pendant tout le 20^e siècle, très peu de femmes ont joué un rôle politique d'importance en Autriche. C'est pourquoi il faut en mentionner deux, qui ont été honorées par un timbre-poste.

- Hildegard Burjan, qui entra au parlement autrichien dans l'entre-deux-guerres. Son dévouement et son engagement social étaient sans limites. Elle fonda une congrégation religieuse, la "Caritas socialis", dont elle fut la supérieure jusqu'à sa mort en 1933. Elle a été béatifiée en 2012.

- Greta Rehor (Ö.V.P.), qui fut la première femme ministre en Autriche : elle dirigea le ministère des Affaires sociales de 1966 à 1970.



*1983, n° 1558
Hildegard Burjan*



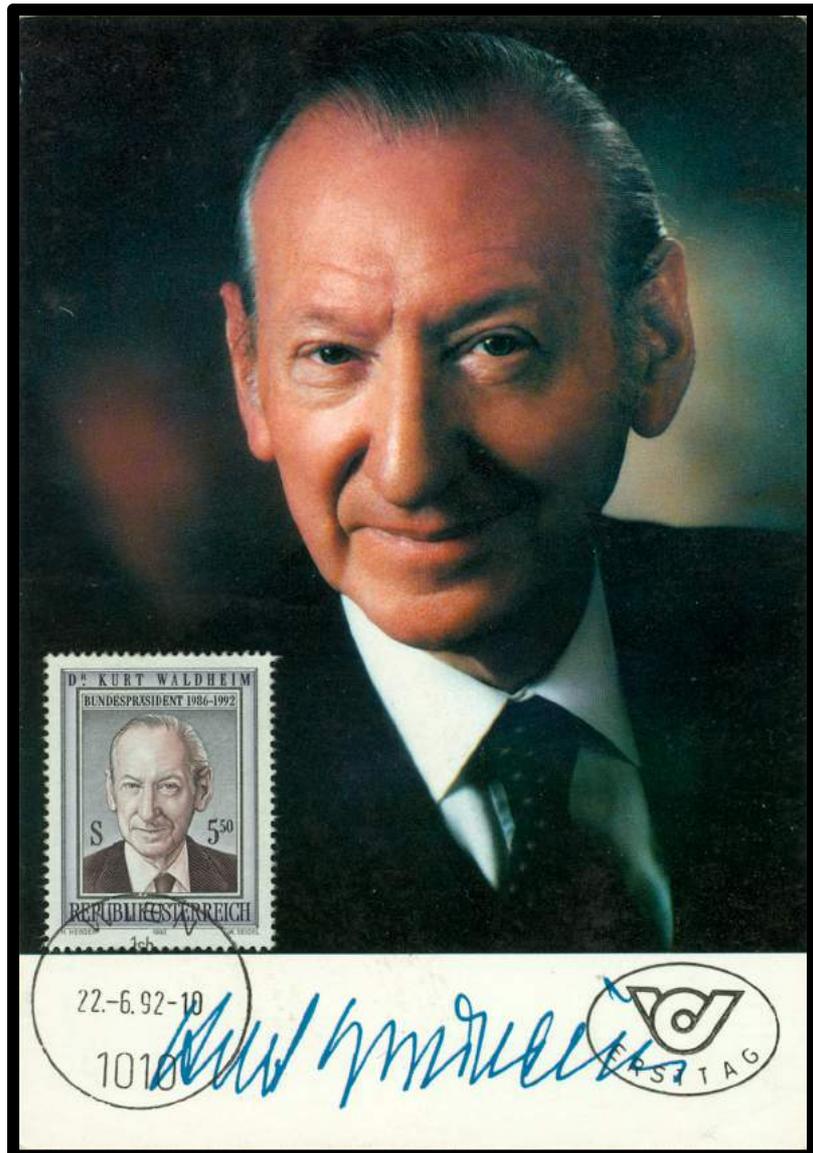
*2010, n° 2708
Greta Rehor*

À la mort du président Kirchschräger en 1986, sa succession fit l'objet d'une grande controverse, qui dépassa le cadre de l'Autriche, et isola le pays pendant quelques années sur la scène internationale. La raison était l'élection de Kurt Waldheim à la présidence. Waldheim avait été secrétaire général des Nations-Unies de 1972 à 1981, et son choix paraissait à première vue excellent et judicieux.

Des révélations sur son passé nazi, avec des actions contre les partisans dans les Balkans, lancèrent la controverse. Bien que des enquêtes très approfondies n'apportèrent pas de preuves formelles que Waldheim se soit rendu coupable de crimes de guerre, sa réputation était à jamais ternie, et il fut la victime d'un ostracisme international. Il resta cependant à la présidence de 1986 à 1992.



*1992, n° 1901
Le président Kurt Waldheim*



*Carte maximum de 1992 avec le timbre n° 1901
Le président Kurt Waldheim*

Les successeurs de Waldheim furent Thomas Klestil (Ö.V.P.), président de 1992 jusqu'à sa mort en 2004, et Heinz Fischer (S.P.Ö), à partir de 2004.



*1997, n° 2064
Le président Thomas Klestil*



*2008, n° 2607
Le président Heinz Fischer*

Le 12 juin 1994, un référendum était organisé en Autriche pour décider de l'adhésion du pays à l'Union européenne. Deux tiers des votants se prononcèrent pour cette adhésion.

L'adhésion de l'Autriche à l'Union européenne eut donc lieu, le 1^{er} janvier 1995.



2014, n° 2973

20^e anniversaire du référendum pour l'adhésion à l'Union européenne



1995, n° 1974

Adhésion de l'Autriche à l'Union européenne, le 1^{er} janvier 1995.



1996, n° 2033

Le 1^{er} janvier 2002, l'Autriche a rejoint la zone euro, en changeant le schilling autrichien par l'euro comme unité monétaire.



2002, n° 2200

L'euro comme nouvelle monnaie autrichienne

Bibliographie

- Erich Zöllner, *Histoire de l'Autriche des origines à nos jours*, éd. Horvath, 1965
- Jacques Droz, *Histoire de l'Autriche*, dans la série "Que sais-je ?", éd. Presses Universitaires de France, 1961
- Jean Bérenger, *Histoire de l'Empire des Habsbourg*, éd. Fayard, 1990
- Jean-Paul Bled, *François,-Joseph*, éd. Fayard, 1987
- Karl R. Stadler, *The Birth of the Austrian Republic, 1918 – 1921*, éd. A.W. Sijthoff, Leiden, 1966
- Guy Coutant, dans la série *Histoire et Philatélie* :
 - La Roumanie
 - La Hongrie
 - La Bulgarie
 - L'Italie
 - La Pologne
 - La Tchécoslovaquie
- Et bien sûr, les inépuisables ressources d'internet, en premier lieu *Wikipedia*.

Table des matières

Introduction

I. De l'Antiquité aux Habsbourg (...-1278)

II. Les premiers Habsbourg (1278-1619)

III. L'Autriche grande puissance (1619-1815)

1. La guerre de Trente Ans (1618-1648)
2. La guerre contre les Turcs
3. La guerre de Succession d'Espagne (1701-1713)
4. De 1713 à 1792
5. Les guerres napoléoniennes (1792-1815)

IV. De l'apogée à la chute (1815-1918)

1. L'ère de Metternich (1815-1848)
2. 1848
3. Le règne de l'empereur François-Joseph I^{er} (1848-1916)
4. La première guerre mondiale (1914-1918)
5. Les timbres-poste de 1848 à 1918

V. De 1918 à 1945

1. La République d'Autriche allemande (1918-1919)
2. Le référendum de Carinthie
3. De la démocratie à l'Anschluss (1919-1938)
4. L'Autriche partie du Reich allemand (1938-1945)

VI. L'Autriche moderne (1945-...)

1. L'occupation par les Alliés
2. Les premières années de la deuxième République (1945-1955)
3. La République actuelle (1955-...)

Bibliographie